

COUR SUPÉRIEURE
(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000159-130

DATE : 8 mars 2024

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CLÉMENT SAMSON, J.C.S.

SERGE ASSELIN

Demandeur

c.

AB SKF

et

SKF USA, INC.

et

SKF CANADA LIMITED

Défenderesses

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

**JUGEMENT SUR DEMANDE POUR OBTENIR
L'APPROBATION D'UNE TRANSACTION MODIFIÉE ET TRADUITE**

[1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;

[2] **ATTENDU** qu'en date du 9 décembre 2022, une entente de règlement a été conclue entre le Demandeur et les Défenderesses AB SKF, SKF USA, Inc. et SKF CANADA Limited. (ci-après collectivement « **SKF** » ou les « **Défenderesses qui règlent** »), soit l'« **Entente SKF** »;

[3] **ATTENDU** qu'en date du 2 mars 2023, le Demandeur a déposé une demande visant l'approbation de l'Entente SKF par le Tribunal;

[4] **CONSIDÉRANT** que lors de l'audience d'approbation de l'Entente SKF tenue le 8 mars 2023, le Fonds d'aide aux actions collectives a soulevé divers arguments à l'endroit de cette demande, notamment, l'absence d'une traduction française de celle-ci;

[5] **CONSIDÉRANT** que par jugement rendu le 17 mars 2023, le tribunal se déclarait satisfait de l'Entente SKF rédigée en anglais;

[6] **CONSIDÉRANT** que par jugement rendu le 5 avril 2023, la Cour avait approuvé l'Entente SKF comme étant équitable, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe;

[7] **CONSIDÉRANT** que le Fonds d'aide aux actions collectives a demandé et obtenu la permission de la Cour d'appel du Québec, pour interjeter appel des jugements rendus les 17 mars 2023 et 5 avril 2023, tel qu'il appert des dossiers C.A. : 200-09-010621-230 et C.A. : 200-09-010628-235;

[8] **CONSIDÉRANT** que les parties impliquées en sont venues à une entente visant à disposer des dossiers en appel;

[9] **CONSIDÉRANT** l'arrêt rendu par la Cour d'appel du Québec le 18 décembre 2023 dans les dossiers C.A. : 200-09-010621-230 et C.A. : 200-09-010628-235;

[10] **CONSIDÉRANT** le courriel daté du 21 décembre 2023, transmis par les avocats du demandeur, pour le compte de toutes les parties impliquées et destiné à informer le tribunal de la résolution des dossiers en appel et de la nécessité d'une reprise du processus d'approbation de l'Entente SKF modifiée;

[11] **CONSIDÉRANT** la demande logée le 21 décembre 2023, en vertu de l'article 101 alinéa 2 du *Code de procédure civile*, demandant au tribunal de :

- prendre acte de nouveaux avis destinés aux membres du groupe;
- d'autoriser leur diffusion selon le plan proposé;

- de fixer une nouvelle date pour la tenue d'une audience visant l'approbation de l'Entente SKF modifiée.

[12] **CONSIDÉRANT** que la présente action collective a déjà été autorisée, que le délai d'exclusion est expiré et que l'objectif des nouveaux avis était uniquement de permettre aux membres du groupe de faire valoir leur position, le cas échéant, sur l'entente SKF modifiée, disponible en français;

[13] **CONSIDÉRANT** que les membres du groupe visés disposaient d'une période de 15 jours à compter de la publication des nouveaux avis pour se manifester auprès des avocats du groupe et pour les aviser de leur intention de présenter des observations ou des objections à l'Entente de règlement proposée;

[14] **CONSIDÉRANT** que les avis aux membres ont été publiés, à compter du 13 février 2024, conformément au plan de diffusion;

[15] **CONSIDÉRANT** l'expiration de l'échéance fixée pour s'opposer à l'Entente SKF modifiée et traduite, sans qu'il n'y ait eu d'objection à l'Entente SKF modifiée;

[16] **CONSIDÉRANT** qu'aucun Membre du Groupe visé par le Règlement ne s'est manifesté afin de s'opposer à l'approbation de l'Entente SKF modifiée;

[17] **CONSIDÉRANT** la demande logée le 7 mars 2024, en vertu de l'article 101 alinéa 2 du *Code de procédure civile*, demandant au tribunal d'approuver l'Entente SKF modifiée et traduite;

[18] **CONSIDÉRANT** l'article 590 du *Code de procédure civile*;

[19] **CONSIDÉRANT** l'absence de contestation;

[20] **APRÈS EXAMEN**, il y a lieu d'approuver l'Entente SKF modifiée;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[21] **APPROUVE** l'Entente SKF modifiée (Annexe A) conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **ORDONNE** qu'elle soit mise en œuvre en conformité avec ses termes;

[22] **DÉCLARE** qu'au surplus des définitions utilisées ailleurs dans le présent jugement, les définitions contenues dans l'Entente SKF modifiée s'appliquent et forment partie intégrante du présent jugement;

[23] **DÉCLARE** qu'en cas de conflit entre le présent jugement et l'Entente SKF modifiée, le présent jugement prévaudra;

[24] **DÉCLARE** que le présent jugement, incluant l'Entente SKF modifiée, lie chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec qui ne s'est pas valablement exclu, incluant les personnes mineures et celles qui sont inaptes;

[25] **DÉCLARE** que l'Entente SKF modifiée est équitable, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec*;

[26] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance¹ a quittancé et sera réputée avoir donné une quittance complète, générale et finale, sans frais de justice et sans réserve, aux Parties Quittancées² eu égard aux Réclamations Quittancées³;

[27] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe visé par l'Entente SKF modifiée au Québec, à l'exception de ceux réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, qui déposera une réclamation en vertu de l'Entente SKF sera réputé avoir consenti au rejet, contre les Parties Quittancées, de toutes Autres Actions qu'il aurait commencées, sans frais de justice et sans réserve;

[28] **ORDONNE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Autre Action intentée au Québec par tout Membre du Groupe visé par l'Entente SKF modifiée au Québec, à l'exception de ceux réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, sera et est par la présente rejetée contre les Parties Quittancées, sans frais de justice et sans réserve;

[29] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne pourra maintenant ou dans le futur intenter, continuer, maintenir, intervenir ou faire valoir, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout groupe ou de toute autre Personne, toute procédure, cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie Quittancée ou toute autre Personne qui pourrait réclamer une contribution, une indemnité ou toute autre réclamation de toute Partie Quittancée, à l'égard de toute Réclamation Quittancée ou toute autre matière y étant reliée;

[30] **DÉCLARE** que, par l'Entente SKF modifiée, le Demandeur et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec renoncent expressément au bénéfice de la solidarité eu égard aux faits, gestes et autres comportements des Parties Quittancées;

[31] **DÉCLARE** que tout recours en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité des Parties Quittancées ou se rapportant aux Réclamations Quittancées sera irrecevable et non avenu dans le cadre des Procédures;

¹ « *Releasors* ».

² « *Releasees* ».

³ « *Released Claims* ».

[32] **DÉCLARE** qu'aux fins d'administration et d'exécution du présent jugement et de l'Entente SKF, cette Cour conservera un rôle de surveillance continue et **CONSTATE** que les Défenderesses qui règlent reconnaissent la compétence de cette Cour aux fins seulement d'exécution, d'administration et de mise en œuvre de l'Entente SKF modifiée et du présent jugement et sujet aux termes et conditions prévues dans l'Entente SKF modifiée et le présent jugement;

[33] **DÉCLARE** que, à l'exception de ce qui est autrement spécifié, le présent jugement n'affecte en rien les droits ou les réclamations qu'ont ou pourraient avoir les Membres du Groupe visé par l'Entente SKF modifiée au Québec dans le cadre du présent Recours contre toute personne qui n'est pas une Partie Quittancée;

[34] **DÉCLARE** que les Parties Quittancées n'ont aucune responsabilité ou obligation quelconque quant à l'administration de l'Entente SKF modifiée, la gestion, le placement ou la distribution des sommes détenues dans le Compte en Fidéicomis ou du Protocole de Distribution;

[35] **ORDONNE** que toutes sommes composant les Montants de l'Entente SKF modifiée⁴ soient détenues dans le Compte en Fidéicomis par les Avocats en Ontario⁵ pour le bénéfice des Membres du Groupe visé par le règlement;

[36] **ORDONNE** que, si une partie de la somme composant le Montant de l'Entente SKF modifiée demeure dans le Compte en Fidéicomis après le paiement des Déboursés encourus par les Avocats du Groupe, les Honoraires des Avocats du Groupe⁶ et les Frais Administratifs⁷, les Avocats du Groupe demanderont des directives à la Cour concernant la distribution du reliquat;

[37] **DÉCLARE** que, dans l'éventualité où l'Entente SKF modifiée était résolue ou annulée conformément à ses termes ou fait défaut d'entrer en vigueur pour toute raison, le présent jugement devra être déclaré nul et sans effet, sans qu'il soit nécessaire qu'une ordonnance soit rendue mais après avis aux Membres du Groupe visé par le règlement;

[38] **DÉCLARE** que par le présent jugement, le présent dossier est réglé hors Cour et sans frais contre les Défenderesses qui règlent;

[39] **DISPENSE** les parties de publier quelque avis additionnel, eu égard aux circonstances particulières du présent dossier;

[40] **LE TOUT** sans frais de justice

⁴ « *Settlements Amount* ».

⁵ « *Siskinds LLP* ».

⁶ « *Class Counsel Fees* »

⁷ « *Administrative Fees* »

CLÉMENT SAMSON, J.C.S.

M^e Karim Diallo
Siskinds, Desmeules, Avocats

Pour la demanderesse

M^e André Durocher
Fasken Martineau DuMoulin

M^e Nathalie Guilbert
M^e Ryan Mayele
Fonds d'aide aux actions collectives

Date d'audience : 8 mars 2024

Annexe A : Entente SKF modifiée (et sa traduction non-officielle)

**AMENDED CANADIAN BEARINGS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

Made as of December 9, 2022

Between

**GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD., 5045320 ONTARIO LTD.,
FADY SAMAHA, SERGE ASSELIN, and DARREN EWERT**

(the “**Plaintiffs**”)

and

AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, and SKF GMBH

(the “**Settling Defendants**”)

AMENDED CANADIAN BEARINGS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

TABLE OF CONTENTS

| | |
|--|-----------|
| RECITALS | 1 |
| SECTION 1 – DEFINITIONS..... | 4 |
| SECTION 2 – SETTLEMENT APPROVAL..... | 9 |
| 2.1 Best Efforts | 9 |
| 2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification | 9 |
| 2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement Agreement | 10 |
| 2.4 Conduct of the Approval Motions | 10 |
| 2.5 Discontinuance of the BC Action and Recognition Order..... | 10 |
| 2.6 Pre-Motion Confidentiality | 11 |
| 2.7 Settlement Agreement Effective | 11 |
| SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS | 11 |
| 3.1 Payment of Settlement Amount | 11 |
| 3.2 Taxes and Interest | 12 |
| SECTION 4 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT | 13 |
| 4.1 Right of Termination..... | 13 |
| 4.2 If Settlement Agreement is Terminated..... | 14 |
| 4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination..... | 16 |
| 4.4 Survival of Provisions After Termination..... | 16 |
| SECTION 5 – RELEASES AND DISMISSALS..... | 16 |
| 5.1 Release of Releasees | 16 |
| 5.2 Covenant Not to Sue | 17 |
| 5.3 No Further Claims..... | 17 |
| 5.4 Dismissal of the Ontario and Quebec Actions | 17 |
| 5.5 Dismissal of Other Actions..... | 18 |
| 5.6 Material Term | 18 |
| SECTION 6 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY AND RESERVATION OF OTHER CLAIMS | 18 |
| 6.1 Ontario Bar Order | 18 |
| 6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order | 19 |
| 6.3 Claims Against Other Entities Reserved..... | 19 |

| | | |
|--|---|-----------|
| 6.4 | Material Term | 19 |
| SECTION 7 – EFFECT OF SETTLEMENT..... | | 20 |
| 7.1 | No Admission of Liability | 20 |
| 7.2 | Agreement Not Evidence | 20 |
| 7.3 | No Further Litigation | 20 |
| SECTION 8 – CERTIFICATION FOR SETTLEMENT PURPOSES ONLY | | 21 |
| SECTION 9 – NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES..... | | 22 |
| 9.1 | Notices Required..... | 22 |
| 9.2 | Form and Distribution of Notices | 22 |
| SECTION 10 – ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION | | 23 |
| 10.1 | Mechanics of Administration..... | 23 |
| 10.2 | Information and Assistance..... | 23 |
| SECTION 11 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST | | 25 |
| 11.1 | Distribution Protocol..... | 25 |
| 11.2 | No Responsibility for Administration or Fees | 25 |
| SECTION 12 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES..... | | 26 |
| 12.1 | Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes | 26 |
| 12.2 | Responsibility for Costs of Notices and Translation | 26 |
| 12.3 | Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements | 26 |
| SECTION 13 – MISCELLANEOUS | | 26 |
| 13.1 | Motions for Directions..... | 26 |
| 13.2 | Headings, etc..... | 27 |
| 13.3 | Computation of Time..... | 27 |
| 13.4 | Ongoing Jurisdiction..... | 27 |
| 13.5 | Governing Law | 28 |
| 13.6 | Entire Agreement..... | 28 |
| 13.7 | Amendments | 28 |
| 13.8 | Binding Effect..... | 29 |
| 13.9 | Counterparts | 29 |
| 13.10 | Negotiated Agreement | 29 |
| 13.11 | Language..... | 29 |

| | | |
|--------------|----------------------------|----|
| 13.12 | Transaction..... | 30 |
| 13.13 | Recitals..... | 30 |
| 13.14 | Schedules | 30 |
| 13.15 | Acknowledgements..... | 30 |
| 13.16 | Authorized Signatures..... | 30 |
| 13.17 | Notice..... | 31 |
| 13.18 | Date of Execution | 31 |

AMENDED CANADIAN BEARINGS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

RECITALS

A. WHEREAS the Proceedings were commenced by the BC Plaintiff in British Columbia, the Quebec Plaintiff in Quebec and the Ontario Plaintiffs in Ontario and the Plaintiffs claim class-wide damages allegedly caused as a result of the conduct alleged therein;

B. WHEREAS the Proceedings allege that some or all of the Releasees participated in an unlawful conspiracy to rig bids for, and to raise, fix, maintain or stabilize the prices of Bearings sold in Canada and elsewhere as early as April 20, 1998 until at least March 31, 2012, contrary to Part VI of the *Competition Act*, RSC 1985, c C-34 and the common law and/or the civil law;

C. WHEREAS the Quebec Action proceeded to a contested authorization and was authorized on behalf of the following class (the “**Quebec Authorized Class**”):

All persons in Québec who have purchased and/or leased a new automotive vehicle equipped with Bearings or who purchased Bearings for installation in a new automotive vehicle between April 20, 1998 and March 31, 2012 and/or during any subsequent period during which the prices were influenced by the alleged conspiracy. Excluded from the class are the defendants, their parent corporations, subsidiaries and affiliates.

*Bearings purchased for repair or replacement in an automotive vehicle are excluded from the class.

**Automotive vehicle means passenger cars, sport utility vehicles (SUVs), vans and light trucks (weighing up to 10,000 lbs.).

D. WHEREAS the Settlement Class Members were permitted an opportunity to opt out of the Proceedings, the deadline to opt out of the Proceedings has passed, and two Persons validly and timely exercised the right to opt out of the Proceedings;

E. WHEREAS the Releasees do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful conduct alleged in the Proceedings, or in any Other Actions, and otherwise deny all liability and assert that they have complete defences in respect of the merits of the Proceedings and any Other Actions or otherwise;

F. WHEREAS on March 1, 2021, The Pickering Auto Mall Ltd. amalgamated with 2061222 Ontario Ltd. to form 5045320 Ontario Ltd, and Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. amalgamated with Gazarek Realty Holdings Ltd. and Gerald A. Gazarek Holdings Ltd. to form Gazarek Realty Holdings Ltd.;

G. WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Settling Defendants;

H. WHEREAS the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nation-wide resolution of all claims asserted or which could have been asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Classes in the Proceedings and any Other Actions, and to avoid further expense, inconvenience and the distraction of burdensome and protracted litigation;

I. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent they have previously done so in the Proceedings or as expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

J. WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement related to Canada;

K. WHEREAS as a result of these settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement, which embodies all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the Settlement Classes the Ontario and Quebec Plaintiffs seek to represent, subject to approval of the Ontario and Quebec Courts;

L. WHEREAS Class Counsel, on their own behalf and on behalf of the Plaintiffs and the proposed Settlement Classes, have reviewed and fully understand the terms of this Settlement

Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense associated with prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the proposed Settlement Classes the Ontario and Quebec Plaintiffs seek to represent;

M. WHEREAS the Parties therefore wish to and hereby finally resolve on a national basis, without admission of liability, the Proceedings and any Other Actions as against the Releasees;

N. WHEREAS the Parties consent to certification of the Ontario Action as a class proceeding and to the Settlement Classes and Common Issue in respect of the Ontario Action; and to the amendment of the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action, all solely for the purposes of implementing this Settlement Agreement in a coordinated and consistent manner across Canada and contingent on approvals by the Ontario Court and Quebec Court as provided for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification and amendment of authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason;

O. WHEREAS the Ontario and Quebec Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the Settlement Classes they seek to represent and will seek to be appointed as representative plaintiffs in their respective Proceeding; and

P. WHEREAS the Parties intend to pursue the approval of this Settlement Agreement first through the Ontario Court;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth herein and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, it is agreed by the Parties that the Ontario Action be settled and dismissed with prejudice as to the Settling Defendants only, the Quebec Action be declared settled out of court with prejudice as against the Settling Defendants only, and the BC Action be discontinued as against the Settling Defendants, all without costs as to the Plaintiffs, the Settlement Classes they

seek to represent, and the Settling Defendants, subject to the approval of the Ontario and Quebec Courts, on the following terms and conditions:

SECTION 1 – DEFINITIONS

For the purposes of this Settlement Agreement, including the recitals and schedules hereto:

- (1) **Administration Expenses** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices, but excluding Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.
- (2) **Automotive Vehicle** means passenger cars, sport utility vehicles (SUVs), vans, and light trucks (up to 10,000 lbs).
- (3) **BC Action** means the BC Action as defined in Schedule A.
- (4) **BC Counsel** means Camp Fiorante Matthews Mogeran LLP.
- (5) **BC Court** means the Supreme Court of British Columbia.
- (6) **BC Plaintiff** means Darren Ewert.
- (7) **Bearings** mean a friction-reducing device installed in new Automotive Vehicles that allows one moving part to glide past another moving part and includes automotive wheel hub unit bearings.
- (8) **Claims Administrator** means the firm proposed by Class Counsel and appointed by the Ontario and Quebec Courts to administer the Settlement Amount in accordance with the provisions of this Settlement Agreement and the Distribution Protocol, and any employees of such firm.
- (9) **Class Counsel** means Ontario Counsel, Quebec Counsel and BC Counsel.
- (10) **Class Counsel Disbursements** include the disbursements and applicable taxes incurred by Class Counsel in the prosecution of the Proceedings, as well as any adverse costs awards issued against the Plaintiffs in any of the Proceedings.

- (11) **Class Counsel Fees** means the fees of Class Counsel, and any applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable as a result of the Settlement Agreement by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or Person, including the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec.
- (12) **Class Period** means April 20, 1998 to July 9, 2020.
- (13) **Common Issue** means: Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain, or stabilize the prices of Bearings during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?
- (14) **Counsel for the Settling Defendants** means Fasken Martineau DuMoulin LLP.
- (15) **Courts** means the Ontario Court, the Quebec Court and the BC Court.
- (16) **Date of Execution** means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.
- (17) **Defendants** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule A. For greater certainty, Defendants includes the Settling Defendants and the Settled Defendants.
- (18) **Distribution Protocol** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as approved by the Ontario and Quebec Courts.
- (19) **Effective Date** means the date when Final Orders have been received from the Ontario and Quebec Courts approving this Settlement Agreement and the BC Action has been discontinued as against the Settling Defendants.
- (20) **Excluded Person** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing, and those Persons who validly and timely opted-out of the Proceedings in accordance with the orders of the applicable Court.

(21) **Final Order** means a final order, judgment or equivalent decree entered by a Court approving this Settlement Agreement in accordance with its terms, once the time to appeal such order has expired without any appeal being taken, if an appeal lies, or if the order is appealed, once there has been affirmation of the order upon a final disposition of all appeals.

(22) **Industrial Bearings** means friction-reducing devices, installed in Industrial Products, that allow one moving part to glide past another moving part.

(23) **Industrial Products** means medium and heavy-duty vehicles, buses, commercial vehicles and industrial machinery, including but not limited to farm equipment, aerospace machinery and equipment, construction equipment, mining equipment and railway vehicles.

(24) **Ontario Action** means the Ontario Action as defined in Schedule A.

(25) **Ontario Counsel** means Siskinds LLP and Sotos LLP.

(26) **Ontario Court** means the Ontario Superior Court of Justice.

(27) **Ontario Plaintiffs** means 5045320 Ontario Ltd. (successor to The Pickering Auto Mall Ltd.), Gazarek Realty Holdings Ltd. (successor to Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd.) and Fady Samaha.

(28) **Ontario Settlement Class** means the settlement class in respect of the Ontario Action as defined in Schedule A.

(29) **Other Actions** means actions or proceedings, excluding the Proceedings, relating to Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date.

(30) **Party and Parties** means the Settling Defendants, the Plaintiffs, and, where necessary, the Settlement Class Members.

(31) **Person** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency

thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.

(32) ***Plaintiffs*** means the BC Plaintiff, Ontario Plaintiffs, and Quebec Plaintiff.

(33) ***Proceedings*** means the BC Action, the Ontario Action, and the Quebec Action and “Proceeding” means any of the Ontario Action, the BC Action or the Quebec Action, as applicable.

(34) ***Purchase Price*** means the sale price paid by Settlement Class Members for Bearings during the Class Period, less any rebates, delivery, or shipping charges, taxes, and any other form of discounts.

(35) ***Quebec Action*** means the Quebec Action as defined in Schedule A.

(36) ***Quebec Counsel*** means Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.

(37) ***Quebec Court*** means the Superior Court of Quebec.

(38) ***Quebec Plaintiff*** means Serge Asselin.

(39) ***Quebec Settlement Class*** means, in respect of the Quebec Action, the settlement class as defined in Schedule A.

(40) ***Released Claims*** means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, and lawyers’ fees (including Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements), known or unknown, suspected or unsuspected, actual or contingent, liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, that any of the Releasers ever had, now has or hereafter can, shall or may have, relating in any way to any conduct alleged or that could have been alleged, related to, arising from, or described in the Proceedings, whether in Canada or elsewhere, which shall be deemed to include but not be limited to the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering or distributing of Bearings, whether purchased directly or indirectly, including as part of an Automotive Vehicle, including any claims

for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the Date of Execution in respect of any agreement, combination, conspiracy or conduct that occurred during the Class Period. However, the Released Claims do not include: (i) claims based on negligence, personal injury, breach of contract, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defects, breach of warranty, securities, or similar claims between the Parties that relate to Bearings (unless such claims allege anticompetitive conduct or anticompetitive communications among competitors); (ii) claims brought (whether before or after the Effective Date) outside of Canada relating to purchases of Bearings outside of Canada; (iii) claims brought (whether before or after the Effective Date) under laws other than those of Canada relating to purchases of Bearings outside of Canada; or (iv) claims concerning any automotive part other than Bearings, where such claims do not concern Bearings.

(41) **Releasees** means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, joint ventures, franchisees, dealers, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, mandataries, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing.

(42) **Releasers** means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members, on behalf of themselves and any Person or entity claiming by or through them as a parent, subsidiary, affiliate, predecessor, successor, shareholder, partner, director, owner of any kind, agent, principal, employee, contractor, attorney, heir, executor, administrator, insurer, devisee, assignee, or representative of any kind, other than Persons who validly and timely opted out of the Proceedings in accordance with orders of the Courts.

(43) **Settled Defendants** means any Defendant (excluding the Settling Defendants) that executes its own settlement agreement with the Plaintiffs in the Proceedings and whose settlement agreement becomes effective in accordance with its terms, whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution.

- (44) **Settlement Agreement** means this agreement, including the recitals and schedules.
- (45) **Settlement Amount** means CDN\$2,100,000.
- (46) **Settlement Classes** means the Ontario Settlement Class and the Quebec Settlement Class.
- (47) **Settlement Class Member** means a member of a Settlement Class.
- (48) **Settling Defendants** means AB SKF, SKF USA Inc., SKF Canada Limited, and SKF GmbH.
- (49) **Trust Account** means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, SC 1991, c 46) held at a Canadian financial institution under the control of Siskinds LLP or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members or the Settling Defendants, as provided for in this Settlement Agreement.

SECTION 2– SETTLEMENT APPROVAL

2.1 Best Efforts

- (1) The Parties shall use their best efforts to implement this Settlement Agreement and to secure the prompt, complete and final dismissal with prejudice of the Ontario Action as against the Settling Defendants, a declaration of settlement out of court in the Quebec Action as against the Settling Defendants, and a discontinuance of the BC Action as against the Settling Defendants.

2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification

- (1) The Ontario and Quebec Plaintiffs shall file motions before the Ontario and Quebec Courts, as soon as practicable after the Date of Execution, for orders approving the notices described in Section 9.1(1), certifying the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only), and amending the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action as against the Settling Defendants (for settlement purposes only). The Plaintiffs will make best efforts to file the aforementioned motions before the Quebec Court no later than thirty (30) days after the Ontario Court has granted an order approving the notices

described in Section 9.1(1) and certifying the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only).

(2) The Ontario order approving the notices described in Section 9.1(1) and certifying the Ontario Action for settlement purposes shall be substantially in the form attached as Schedule B. The Quebec order approving the notices described in Section 9.1(1) and amending the Quebec Settlement Class and Common Issue for settlement purposes shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order.

2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement Agreement

(1) The Plaintiffs shall make best efforts to file motions before the Ontario and Quebec Courts for orders approving this Settlement Agreement as soon as practicable after:

- (a) the orders referred to in Section 2.2(1) have been granted; and
- (b) the notices described in Section 9.1(1) have been published.

(2) The Ontario order approving this Settlement Agreement shall be substantially in the form attached as Schedule C. The Quebec order approving this Settlement Agreement shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order.

2.4 Conduct of the Approval Motions

(1) The Plaintiffs can elect to request that the Courts hold joint hearings seeking approval of this Settlement Agreement pursuant to the Canadian Bar Association's Canadian Judicial Protocol for the Management of Multijurisdictional Class Actions. The Settling Defendants will not oppose any such request.

2.5 Discontinuance of the BC Action and Recognition Order

(1) After the Ontario order referred to in Section 2.3 is issued, the BC Plaintiff will:

- (a) have the Ontario order referred to in Section 2.3 registered at the court registry in British Columbia in accordance with the *Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act*, SBC 2003, c 29, or, failing this, commence an application in the BC

Court for an order registering the Ontario order referred to in Section 2.3, all without costs to any Parties; and

- (b) discontinue the BC Action as against the Settling Defendants without costs to any Parties.

2.6 Pre-Motion Confidentiality

(1) Until the first of the motions required by Section 2.2(1) is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the prior consent of Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, as the case may be, except as stated in Section 2.6(2) and as required for the purposes of financial reporting, the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), pursuant to regulatory requirements, as necessary to give effect to its terms, or as otherwise required by law.

(2) Upon the Date of Execution, Class Counsel may disclose the existence and terms of this Settlement Agreement to the Courts.

2.7 Settlement Agreement Effective

(1) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS

3.1 Payment of Settlement Amount

(1) Within thirty (30) days of the Date of Execution, the Settling Defendants shall pay the Settlement Amount to Siskinds LLP, for deposit into the Trust Account.

(2) Payment of the Settlement Amount shall be made by wire transfer. At least ten (10) days prior to the Settlement Amount becoming due, Siskinds LLP will provide, in writing, the following information necessary to complete the wire transfer: name of bank, address of bank, ABA number, SWIFT number, name of beneficiary, beneficiary's bank account number, beneficiary's address, and bank contact details.

- (3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees.
- (4) The Settlement Amount shall be all-inclusive of all amounts, including interest, costs, Administration Expenses, Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.
- (5) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement, the Proceedings, or any Other Actions.
- (6) Once a Claims Administrator has been appointed, Siskinds LLP shall transfer control of the Trust Account to the Claims Administrator.
- (7) Siskinds LLP and the Claims Administrator shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement.
- (8) Siskinds LLP and the Claims Administrator shall not pay out all or any part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Ontario and Quebec Courts obtained after notice to the Parties.

3.2 Taxes and Interest

- (1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.
- (2) Subject to Section 3.2(3), all taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account. Siskinds LLP or the Claims Administrator, as appropriate, shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.

(3) The Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned on the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account, unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise shall be paid to the Settling Defendants who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Siskinds LLP or the Claims Administrator.

SECTION 4- TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT

4.1 Right of Termination

- (1) In the event that:
- (a) the Ontario Court declines to certify the Ontario Action for the purposes of the Settlement Agreement;
 - (b) the Quebec Court declines to amend the Settlement Class and Common Issue for the purposes of the Settlement Agreement;
 - (c) the Ontario Court declines to dismiss the Ontario Action as against the Settling Defendants, or the Quebec Court declines to declare settled out of court the Quebec Action against the Settling Defendants;
 - (d) the Ontario order described in Section 2.3 is not registered in British Columbia under the *Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act*, SBC 2003, c 29;
 - (e) the BC Action is not discontinued against the Settling Defendants;
 - (f) the Ontario or Quebec Court declines to approve this Settlement Agreement or any material part thereof, or approves this Settlement Agreement in a materially modified form;
 - (g) the Ontario or Quebec Court issues a settlement approval order that is materially inconsistent with the terms of the Settlement Agreement or not substantially in the form attached to this Settlement Agreement as Schedule C; or

- (h) any order approving this Settlement Agreement made by a Court does not become a Final Order;

the Plaintiffs and the Settling Defendants shall each have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 13.17, within thirty (30) days following an event described above.

(2) In addition, if the Settlement Amount is not paid in accordance with Section 3.1(1), the Plaintiffs shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 13.17, within thirty (30) days after such non-payment, or move before the Courts to enforce the terms of this Settlement Agreement.

(3) Except as provided for in Section 4.4, if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, and shall not be binding on the Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation or in any other way for any reason.

(4) Any order, ruling or determination made or rejected by any Court with respect to:

- (a) Class Counsel Fees or Class Counsel Disbursements; or
- (b) the Distribution Protocol

shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

4.2 If Settlement Agreement is Terminated

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

- (a) no motion to certify the Ontario Action as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, to amend the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action on the basis on this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;

- (b) the Parties will cooperate in seeking to have any issued order(s) certifying the Ontario Action as class proceedings on the basis of the Settlement Agreement, amending the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action on the basis on this Settlement Agreement, or approving this Settlement Agreement, set aside and declared null and void and of no force or effect, and any Person shall be estopped from asserting otherwise;
- (c) any prior certification of the Ontario Action as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Classes and the Common Issue pursuant to this Settlement Agreement, or amendment of the Settlement Class and Common Issue in the Quebec Action on the basis of this Settlement Agreement, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may later take on any issue in the Proceedings, or any Other Actions or other litigation; and
- (d) within ten (10) days of such termination having occurred, Class Counsel shall make reasonable efforts to destroy all documents or other materials provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants under this Settlement Agreement or containing or reflecting information derived from such documents or other materials received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants and, to the extent Class Counsel has disclosed any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants to any other Person, shall make reasonable efforts to recover and destroy such documents or information. Class Counsel shall provide Counsel for the Settling Defendants with a written certification by Class Counsel of such destruction. Nothing contained in this Section 4.2 shall be construed to require Class Counsel to destroy any of their work product. However, any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants, or received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants in connection with this Settlement Agreement, may not be disclosed to any Person in any manner or used, directly or indirectly, by Class Counsel or any other Person in any way for any reason, without the express prior

written permission of the relevant Settling Defendants. Class Counsel shall take appropriate steps and precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents, information and any work product of Class Counsel derived from such documents or information.

4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination

(1) If the Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, Siskinds LLP shall, within thirty (30) days of the written notice pursuant to Section 4.1(1), return to the Settling Defendants the amount they have paid to Siskinds LLP, plus all accrued interest thereon, but less the Settling Defendants' proportional share of the actual costs of notices required by Section 9.1(1) and any translations required by Section 13.11, up to a maximum deduction of CAD\$30,000.

4.4 Survival of Provisions After Termination

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of Sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, 8(4), 9.1(2), 9.2, 10.2(5), and 11.2, and the definitions and Schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and Schedules shall survive only for the limited purpose of the interpretation of Sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, 8(4), 9.1(2), 9.2, 10.2(5), and 11.2 within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

SECTION 5 – RELEASES AND DISMISSALS

5.1 Release of Releasees

(1) Upon the Effective Date, subject to Section 5.2, and in consideration of payment of the Settlement Amount and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasers forever and absolutely release and forever discharge the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

(2) The Plaintiffs and Settlement Class Members acknowledge that they may hereafter discover facts in addition to, or different from, those facts which they know or believe to be true regarding the subject matter of the Settlement Agreement, and it is their intention to release fully, finally and forever all Released Claims and, in furtherance of such intention, this release shall be and remain in effect notwithstanding the discovery or existence of additional or different facts.

(3) Notwithstanding any of the foregoing, the releases granted pursuant to this Section 5.1 shall be deemed partial for the purposes of article 1687 and following the *Civil Code of Quebec*, shall inure only to the benefit of the Releasees.

5.2 Covenant Not to Sue

(1) Upon the Effective Date, and notwithstanding Section 5.1, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasers do not release the Releasees but instead the Releasers covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims. For greater certainty, Section 5.1(3) continues to apply to residents of Quebec.

5.3 No Further Claims

(1) Upon the Effective Date, each Releaser shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c N 1 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim. For greater certainty and without limiting the generality of the foregoing, the Releasers shall not assert or pursue a Released Claim, against any Releasee under the laws of any foreign jurisdiction.

5.4 Dismissal of the Ontario and Quebec Actions

(1) Upon the Effective Date, the Ontario Action shall be dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

(2) Upon the Effective Date, the Quebec Action shall be declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

5.5 Dismissal of Other Actions

(1) Upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs, with prejudice and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees, to the extent such Other Actions relate to Released Claims.

(2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced in Ontario by any Settlement Class Member, to the extent such Other Actions relate to Released Claims, shall be dismissed as against the Releasees, without costs, with prejudice and without reservation.

(3) Upon the Effective Date, each member of the Quebec Settlement Class, with the exception of those deemed excluded under Article 580(2) of the *Code of Civil Procedure*, shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees, to the extent such Other Actions relate to the Released Claims.

5.6 Material Term

(1) The releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of the Ontario or Quebec Court to approve the releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 6 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY AND RESERVATION OF OTHER CLAIMS

6.1 Ontario Bar Order

(1) Class Counsel shall seek a bar order from the Ontario Court providing that, to the extent such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any named or unnamed co-conspirator that is

not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section 6.1 (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted-out of the Proceedings).

6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order

(1) Class Counsel shall seek a declaration by the Quebec Court that the Quebec Plaintiff and the Quebec Settlement Class have renounced the benefit of solidarity. The declaration obtained will provide for the following:

- (a) the Quebec Plaintiff and Quebec Settlement Class Members expressly waive and renounce the benefit of solidarity against any other Person or party that is not a Releasee with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees; and
- (b) any claims in warranty or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Action or any Other Action commenced in Quebec.

6.3 Claims Against Other Entities Reserved

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by the Releasers against any Person other than the Releasees.

6.4 Material Term

(1) The Parties acknowledge that the bar orders, waivers, renunciations of solidarity and reservations of rights contemplated in this Section 6 shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of the Ontario or Quebec Court to approve the bar orders, waivers, renunciations of solidarity and reservations of rights contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 7 – EFFECT OF SETTLEMENT

7.1 No Admission of Liability

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not the Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed, or interpreted to be an admission or evidence of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Releasees, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings, any Other Actions, or any other pleading filed by the Plaintiffs.

7.2 Agreement Not Evidence

(1) The Parties agree that, whether or not it is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, as necessary in any insurance-related proceeding, or as otherwise required by law.

7.3 No Further Litigation

(1) No Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Settling Defendants which relates to or arises from the Released Claims. Moreover, Class Counsel or anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel may not divulge to anyone for any purpose any information obtained in the course of the Proceedings or the negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent such information was, is or becomes otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court.

(2) In addition, no Class Counsel nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Settling Defendants which relates to or arises from the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering, or distributing of Industrial Bearings, whether purchased directly, indirectly or otherwise, including as part of an Industrial Product, in respect of any agreement, combination, conspiracy or conduct that occurred prior to the Date of Execution; excluding any claims based on negligence, personal injury, breach of contract, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defect, breach of warranty, securities or similar claims between the Parties that relate to Industrial Bearings (unless such claims allege anticompetitive conduct or anticompetitive communications among competitors).

(3) Section 7.3(1) and (2) shall be inoperative to the extent that it is inconsistent with BC Counsel's obligations under Rule 3.2-10 of the Code of Professional Conduct for British Columbia.

SECTION 8 – CERTIFICATION FOR SETTLEMENT PURPOSES ONLY

(1) The Parties agree that the Ontario Action shall be certified as class proceedings as against the Settling Defendants solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Ontario Court.

(2) The Parties agree that the motion to approve the notice in the Quebec Action will provide for the modification of the authorized Settlement Class and Common Issue to reflect the definitions of Settlement Class and Common Issue for the Quebec Action in Schedule A.

(3) The Plaintiffs agree that, in the motions for certification of the Ontario Action as a class proceeding for settlement purposes, for an order approving notice and modifying the authorized Settlement Class and Common Issue in the Quebec Action, and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issue that they will seek to define is the Common Issue and the only classes that they will assert are the Settlement Classes. The Parties agree that the certification of the Ontario Action and amendment of the Settlement Class and Common Issue in the Quebec Action as against the Settling Defendants for the purpose of implementing this Settlement

Agreement shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against any other Person or party, except as expressly set out in this Settlement Agreement.

(4) In the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, any submission or attornment in connection with this Settlement Agreement by the Settling Defendants shall be deemed to have no effect, the Settling Defendants shall reserve all of their existing procedural, substantive and jurisdictional rights and defences, and this Settlement Agreement or any other settlement-related statement may not be cited in support of any argument as against the Releasees.

SECTION 9 – NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES

9.1 Notices Required

(1) The proposed Settlement Classes shall be given a single notice of: (i) the certification of the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes and the amendment of the Settlement Class and Common Issue in respect of the Quebec Action; (ii) the hearing(s) at which the Ontario and Quebec Courts will be asked to approve the Settlement Agreement; and (iii) if they are brought with the hearings to approve the Settlement Agreement, the hearings to approve Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(2) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the proposed Settlement Classes shall be given notice of such event.

9.2 Form and Distribution of Notices

(1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Ontario and Quebec Courts or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Ontario and Quebec Courts.

(2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Ontario and Quebec Courts or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Ontario and Quebec Courts.

SECTION 10 – ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION

10.1 Mechanics of Administration

(1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement shall be determined by the Ontario and Quebec Courts on motions brought by Class Counsel.

10.2 Information and Assistance

(1) The Settling Defendants will make reasonable efforts to provide to Class Counsel a list of the names and addresses (including any relevant email addresses) of Persons in Canada who purchased Bearings directly from the Settling Defendants during the Class Period and the Purchase Price paid by each such Person for such purchases, to the extent such information is reasonably available and to the extent not previously provided. The Settling Defendants make no representation that any such Persons exist, or that the Settling Defendants have, can or will produce such a list, or an accurate or complete list, and it is understood and agreed that the failure to produce such a list and/or an accurate or complete list shall not constitute a breach or violation of this Settlement Agreement. Any such information shall be delivered in Microsoft Excel format, or such other format as may be agreed upon by Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel.

(2) The name and address information required by Section 10.2(1) shall be delivered to Class Counsel within sixty (60) days of the Date of Execution, but no later than ten (10) days after the orders required by Section 2.2(1) have been obtained, or at a time mutually agreed upon by the Parties. The Purchase Price information required by Section 10.2(1) shall be delivered to Class Counsel within ninety (90) days of the Effective Date, or at a time mutually agreed upon by the Parties.

(3) Class Counsel may use the information provided under Section 10.2(1):

- (a) to facilitate the dissemination of the notices required in Section 9.1;
- (b) to advise Persons in Canada who purchased Bearings directly from the Settling Defendants during the Class Period of any subsequent settlement agreement reached in the Proceedings, any related approval hearings, and any other major steps in the Proceedings; and

(c) to facilitate the claims administration process with respect to this Settlement Agreement and any other settlement agreement(s) achieved or court awards issued in the Proceedings.

(4) It is understood and agreed that all information made available or provided by the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel under Section 10.2(1) shall be treated as highly confidential and shall not be used directly or indirectly for any purpose other than as enumerated in Section 10.2(3). Subject to Section 10.2(5), the Plaintiffs and Class Counsel agree that they will not disclose the information provided by the Settling Defendants beyond what is reasonably necessary for the purposes enumerated in Section 10.2(3) or as otherwise required by law. Subject to the foregoing, Class Counsel shall take reasonable precautions to ensure and maintain the confidentiality of such information.

(5) All information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 10.2(1) may be disclosed to any Court-appointed notice provider and/or the Claims Administrator, to the extent reasonably necessary for the purposes enumerated in Section 10.2(3). Any Court-appointed notice provider and/or the Claims Administrator shall be bound by Section 10.2(4). If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 10.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 4.2(1)(d) and no record of the information so provided shall be retained by Class Counsel, any Court-appointed notice-provider and/or the Claims Administrator in any form whatsoever.

(6) The Settling Defendants will make themselves reasonably available to respond to questions respecting the information provided pursuant to Section 10.2(1) from Class Counsel or any Court-appointed notice provider and/or the Claims Administrator. The Settling Defendants' obligations to make themselves reasonably available to respond to questions as particularized in this Section shall not be affected by the release provisions contained in Section 5 of this Settlement Agreement. Unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the Settling Defendants' obligations to cooperate pursuant to this Section 10.2 shall cease when all settlement funds have been distributed.

(7) The Settling Defendants shall bear no liability with respect to the completeness or accuracy of the information provided pursuant to this Section 10.2.

SECTION 11 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST

11.1 Distribution Protocol

(1) At a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will bring motions seeking orders from the Ontario and Quebec Courts approving the Distribution Protocol. The motions can be brought before the Effective Date, but the orders approving the Distribution Protocol shall be conditional on the Effective Date occurring.

(2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

(3) In addition, the Distribution Protocol shall treat residents of Quebec in the equivalent manner to residents elsewhere in Canada and must comply with the requirements of Quebec law, including in respect of remittances to the Fonds d'Aide aux actions collectives and in case of any remaining balance to be allocated *cy pres* to one or more recipients to be approved by the Ontario Court, *The Act Respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c F-3.2.0.1.1 will apply to the portion of any remaining balance, if any, attributable to Quebec Class Members.

11.2 No Responsibility for Administration or Fees

(1) Except as otherwise provided for in this Settlement Agreement, the Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to the administration of the Settlement Agreement or the investment, distribution or administration of monies in the Trust Account including, but not limited to Administration Expenses.

SECTION 12 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES

12.1 Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes

(1) The Settling Defendants shall not be liable for any Class Counsel Fees, Class Counsel Disbursements, or taxes of any of the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, any amounts to which the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec may be entitled, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

12.2 Responsibility for Costs of Notices and Translation

(1) Siskinds LLP shall pay the costs of the notices required by Section 9 and any costs of translation required by Section 13.11 from the Trust Account, as they become due. Subject to Section 4.3, the Releasees shall not have any responsibility for the costs of the notices or translation.

12.3 Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements

(1) Class Counsel may seek the Ontario and Quebec Courts' approval to pay Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees contemporaneous with seeking approval of this Settlement Agreement. Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees shall be reimbursed and paid solely out of the Trust Account after the Effective Date. Except as provided herein, Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date. No other Class Counsel Disbursements or Class Counsel Fees shall be paid from the Trust Account prior to the Effective Date.

SECTION 13 – MISCELLANEOUS

13.1 Motions for Directions

(1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Ontario and Quebec Courts as may be required for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement. Unless the Courts order otherwise, motions for directions that do not relate to matters specifically affecting the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

(2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties, except for those applications concerned solely with the implementation and administration of the Distribution Protocol.

13.2 Headings, etc.

(1) In this Settlement Agreement:

- (a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and
- (b) the terms “this Settlement Agreement,” “hereof,” “hereunder,” “herein,” and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

13.3 Computation of Time

(1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,

- (a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and
- (b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday as “holiday” is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194, the act may be done on the next day that is not a holiday.

13.4 Ongoing Jurisdiction

(1) Each of the Courts shall retain exclusive jurisdiction over the Proceeding commenced in its jurisdiction, and the Parties and the Class Counsel Fees in that Proceeding. Notwithstanding the foregoing, the Ontario Court has jurisdiction to approve Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements for Ontario and BC Counsel.

(2) No Party shall ask a Court to make any order or give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary order or direction being made or given by the other Court(s) with which it shares jurisdiction over that matter.

(3) Notwithstanding Sections 13.4(1) and 13.4(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes. Issues related to the administration of this Settlement Agreement, the Trust Account, and other matters not specifically related to the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

13.5 Governing Law

(1) Subject to Section 13.5(2), this Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario and the laws of Canada applicable therein.

(2) Notwithstanding Section 13.5(1), for matters relating specifically to the BC Action or the Quebec Action, the BC Court or Quebec Court, as applicable, shall apply the law of its own jurisdiction and the laws of Canada applicable therein.

13.6 Entire Agreement

(1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

13.7 Amendments

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of all Parties hereto, and any such modification or amendment must be approved by the Court with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

13.8 Binding Effect

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settlement Class Members, the Settling Defendants, the Releasors, the Releasees and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made herein by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasors and each and every covenant and agreement made herein by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

13.9 Counterparts

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or electronic signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.

13.10 Negotiated Agreement

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

13.11 Language

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required to by a Court, Class Counsel and/or a translation firm selected by Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

13.12 Transaction

(1) The present Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing any errors of fact, of law and/or of calculation.

13.13 Recitals

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

13.14 Schedules

(1) The schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

13.15 Acknowledgements

(1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:

- (a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;
- (b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;
- (c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and
- (d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of the Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

13.16 Authorized Signatures

(1) Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement on behalf of the Parties identified above their respective signatures and their law firms.

13.17 Notice

(1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or document to another Party, such notice, communication or document shall be provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:

Charles M. Wright and Linda Visser
SISKINDS LLP
Barristers and Solicitors
275 Dundas Street, Unit 1
London, ON N6B 3L1
Tel: 519.672.2121
Fax: 519.672.6065
Email: charles.wright@siskinds.com
linda.visser@siskinds.com

David Sterns and Jean Marc Leclerc
SOTOS LLP
Barristers and Solicitors
180 Dundas Street West, Suite 1250
Toronto, ON M5G 1Z8
Tel: 416.977.0007
Fax: 416.977.0717
Email: dsterns@sotosllp.com
jleclerc@sotosllp.com

David Jones
CAMP FIORANTE MATTHEWS
MOGERMAN LLP
4th Floor, 856 Homer St.
Vancouver, BC V6B 2W5
Tel: 604.689.7555
Fax: 604.689.7554
Email: djones@cfmlawyers.ca

Karim Diallo
SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.
Les promenades du Vieux-Quebec
43 rue Buade, bureau 320
Quebec City, QC GIR 4A2
Tel: 418.694.2009
Fax: 418.694.0281
Email: karim.diallo@siskindsdesmeules.com

For the Settling Defendants:

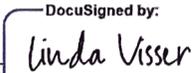
Paul Martin
Fasken Martineau DuMoulin LLP
Bay Adelaide Centre
333 Bay Street, Suite 2400
Toronto, ON M5H 2T6
Tel: 416.865.4439
Fax: 416.364-7813
Email: pmartin@fasken.com

13.18 Date of Execution

(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

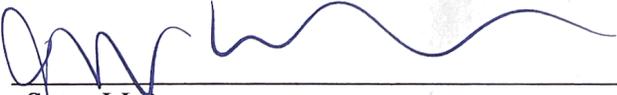
FADY SAMAHA on his own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class that he proposes to represent, by his counsel

Name of Authorized Signatory: Linda Visser

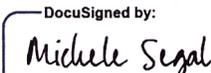
Signature of Authorized Signatory:  Si
B440C10350FF4CA...
Ontario Counsel

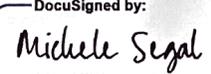
GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD. and 5045320 ONTARIO LTD., on their own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class that they propose to represent, by their counsel

Name of Authorized Signatory: Jean-Marc Ledere

Signature of Authorized Signatory:  Sotos LLP
Ontario Counsel

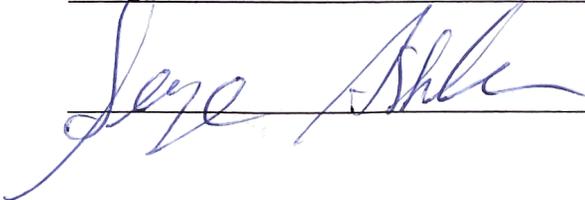
DARREN EWERT on his own behalf, by his counsel

Name of Authorized Signatory:  Michele Segal
242CAEB916104G1...

Signature of Authorized Signatory:  Camp Fiorante Matthews Mogerma LLP
BC Counsel

SERGE ASSELIN on his own behalf and on behalf of the Quebec Settlement Class that he **represents**

Name of Authorized Signatory: Serge Asselin

Signature of Authorized Signatory: 

AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, and SKF GMBH, by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Paul J. Martin

Signature of Authorized Signatory:



Fasken Martineau DuMoulin LLP
Counsel for the Settling Defendants

**SCHEDULE “A”
Proceedings**

| Court and File No. | Plaintiff(s) Counsel | Plaintiff(s) | Defendants | Settlement Class |
|--|---------------------------------|---|--|---|
| Ontario Action | | | | |
| Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-13-478644-CP | Siskinds LLP and Sotos LLP | Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd., The Pickering Auto Mall Ltd., and Fady Samaha | JTEKT Corporation, JTEKT North America Corporation, Koyo Corporation of U.S.A., Koyo Canada Inc., Koyo Deutschland GmbH, Nachi-Fujikoshi Corp., Nachi America Inc., Nachi Canada Inc., Nachi Europe GmbH, Nachi Technology Inc., NSK Ltd., NSK Corporation, NSK Americas, Inc., NSK Canada Inc., NSK Europe Ltd., Schaeffler AG, Schaeffler Group USA Inc., Schaeffler Canada Inc., Schaeffler Technologies GmbH & Co. KG, FAG Kugelfischer GmbH, AB SKF, SKF USA Inc., SKF Canada Limited, SKF GmbH, NTN Corporation, NTN USA Corporation, NTN Bearing Corp. of America, NTN Bearing Corp. of Canada Ltd., NTN Wälzlager (Europa) GmbH, NTN-SNR Roulements SA, MinebeaMitsumi Inc. and NMB Technologies Corporation | All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Bearings; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings. Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class. |
| Quebec Action | | | | |
| Quebec Superior Court of Justice Court File No. 200-06-000159-130 | Siskinds, Desmeules s.e.n.c.r.l | Serge Asselin | JTEKT Corporation, JTEKT North America Corporation, Koyo Canada, Inc., Nachi-Fujikoshi Corp., Nachi America, Inc., Nachi Canada, Inc., NSK Ltd., NSK Americas, Inc., NSK Canada, Inc., Schaeffler AG, Schaeffler Group USA, Inc., Schaeffler Canada, Inc., AB SKF, SKF USA, Inc., SKF Canada Limited, NTN Corporation, NTN USA Corporation, NTN Bearing Corp. of America, and NTN Bearing Corp. of Canada, Ltd. | All Persons in Quebec who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Bearings; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings. Excluded Persons are excluded from the Quebec Settlement Class. |

| Court and File No. | Plaintiff(s)' Counsel | Plaintiff(s) | Defendants | Settlement Class |
|---|---|--------------|--|------------------|
| BC Action | | | | |
| British Columbia Supreme Court File No. S-132958 (Vancouver Registry) | Camp Fiorante Matthews Mogerman LLP | Darren Ewert | JTEKT Corporation, Koyo Canada Inc., Koyo Corporation of USA, Nachi-Fujikoshi Corp., Nachi America Inc., Nachi Canada Inc., NSK Ltd., NSK Americas, Inc., NSK Canada Inc., Schaeffler AG, Schaeffler Group USA Inc., Schaeffler Canada Inc., AB SKF, SKF USA, Inc., SKF Canada Limited, NTN Corporation, NTN USA Corporation, NTN Bearing Corp. of America, and NTN Bearing Corp. of Canada Ltd. | Not Applicable |

SCHEDULE “B”

Court File No. CV-13-478644-00CP

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE) , THE DAY
JUSTICE BELOBABA) OF , 2022

BETWEEN:

**SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD.,
THE PICKERING AUTO MALL LTD., and FADY SAMAHA**

Plaintiffs

- and -

JTEKT CORPORATION, JTEKT NORTH AMERICA CORPORATION, KOYO CORPORATION OF U.S.A., KOYO CANADA INC., KOYO DEUTSCHLAND GMBH, NACHI-FUJIKOSHI CORP., NACHI AMERICA INC., NACHI CANADA INC., NACHI EUROPE GMBH, NACHI TECHNOLOGY INC., NSK LTD., NSK CORPORATION, NSK AMERICAS, INC., NSK CANADA INC., NSK EUROPE LTD., SCHAEFFLER AG, SCHAEFFLER GROUP USA INC., SCHAEFFLER CANADA INC., SCHAEFFLER TECHNOLOGIES GMBH & CO. KG, FAG KUGELFISCHER GMBH, AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, SKF GMBH, NTN CORPORATION, NTN USA CORPORATION, NTN BEARING CORP. OF AMERICA, NTN BEARING CORP. OF CANADA LTD., NTN WÄLZLAGER (EUROPA) GMBH, NTN-SNR ROULEMENTS SA, MINEBEAMITSUMI INC. and NMB TECHNOLOGIES CORPORATION

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*, S.O. 1992, c. 6

ORDER

- Bearings-

- SKF Notice Approval and Consent Certification -

THIS MOTION made by the Ontario Plaintiffs for an Order approving the form and content of the abbreviated, publication, and long-form notices of certification and settlement approval hearings (the “Notices”) and the method of dissemination of said Notices, and certifying this proceeding as a class proceeding for settlement purposes as against AB SKF, SKF USA Inc.,

SKF Canada Limited, and SKF GmbH (the “Settling Defendants”) was heard this day at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

ON READING the materials filed, including the settlement agreement with the Settling Defendants dated as of ●, 2022 attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Ontario Plaintiffs and Counsel for the Settling Defendants;

AND ON BEING ADVISED that the Ontario Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order;

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Action is certified as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes only.
3. **THIS COURT ORDERS** that the “Ontario Settlement Class” is defined as:

All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Bearings; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Bearings. Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class.
4. **THIS COURT ORDERS** that 5045320 Ontario Ltd. (successor to The Pickering Auto Mall Ltd.), Gazarek Realty Holdings Ltd. (successor to Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd.)

and Fady Samaha are hereby appointed as the representative plaintiffs on behalf of the Ontario Settlement Class.

5. **THIS COURT ORDERS** that Siskinds LLP and Sotos LLP are hereby appointed as Class Counsel in this action.
6. **THIS COURT DECLARES** that the following claims are asserted on behalf of the Ontario Settlement Class:
 - (a) Claims for unlawful conspiracy pursuant to common law and s. 36 of the Competition Act.
7. **THIS COURT DECLARES** that the relief sought by the Ontario Settlement Class is:
 - (a) Damages in the amount of any unlawful overcharge.
8. **THIS COURT ORDERS** that the following issue is common to the Ontario Settlement Class:

Did the Settling Defendants, or any of them, conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the prices of Bearings in Canada and/or elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?
9. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Settlement Class Members shall be given notice of the settlement approval hearing and the certification of this action in substantially the forms set out in Schedules “B” to “D” and in the manner set out in Schedule “E”.
10. **THIS COURT ORDERS** that if the Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason, this Order,

including certification for settlement purposes only, shall be set aside and declared null and void and of no force or effect without the need for any further order of this Court.

11. **THIS COURT ORDERS** that this Order is contingent upon a parallel order being made by the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until such an order is made by the Quebec Court.

The Honourable Justice Belobaba

SCHEDULE “C”

Court File No. CV-13-478644-00CP

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE) , THE DAY
JUSTICE BELOBABA) OF , 2022

BETWEEN:

**SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD.,
THE PICKERING AUTO MALL LTD., and FADY SAMAHA**

Plaintiffs

- and -

JTEKT CORPORATION, JTEKT NORTH AMERICA CORPORATION, KOYO CORPORATION OF U.S.A., KOYO CANADA INC., KOYO DEUTSCHLAND GMBH, NACHI-FUJIKOSHI CORP., NACHI AMERICA INC., NACHI CANADA INC., NACHI EUROPE GMBH, NACHI TECHNOLOGY INC., NSK LTD., NSK CORPORATION, NSK AMERICAS, INC., NSK CANADA INC., NSK EUROPE LTD., SCHAEFFLER AG, SCHAEFFLER GROUP USA INC., SCHAEFFLER CANADA INC., SCHAEFFLER TECHNOLOGIES GMBH & CO. KG, FAG KUGELFISCHER GMBH, AB SKF, SKF USA INC., SKF CANADA LIMITED, SKF GMBH, NTN CORPORATION, NTN USA CORPORATION, NTN BEARING CORP. OF AMERICA, NTN BEARING CORP. OF CANADA LTD., NTN WÄLZLAGER (EUROPA) GMBH, NTN-SNR ROULEMENTS SA, MINEBEAMITSUMI INC. and NMB TECHNOLOGIES CORPORATION

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*, S.O. 1992, c. 6

**ORDER
- Bearings -
- SKF Settlement Approval -**

THIS MOTION made by the Ontario Plaintiffs for an Order approving the settlement agreement entered into with AB SKF, SKF USA Inc., SKF Canada Limited, and SKF GmbH (collectively, the “Settling Defendants”), and dismissing this action as against the Settling Defendants, was heard this day at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

AND ON READING the materials filed, including the settlement agreement dated ●, 2022, attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Ontario Plaintiffs and counsel for the Settling Defendants;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for objecting to the Settlement Agreement has passed and there have been ● written objections to the Settlement Agreement;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for opting out of the Ontario Action has passed, and two Persons validly and timely exercised the right to opt out;

AND ON BEING ADVISED that the Ontario Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order:

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that, in the event of a conflict between this Order and the Settlement Agreement, this Order shall prevail.
3. **THIS COURT ORDERS** that this Order, including the Settlement Agreement, is binding upon the Settling Defendants in accordance with the terms thereof, and upon each member of the Ontario Settlement Class that did not validly opt out of this Action, including those Persons who are minors or mentally incapable and the requirements of Rules 7.04(1) and 7.08(4) of the *Rules of Civil Procedure* are dispensed with in respect of the Ontario Action.
4. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Ontario Settlement Class.

5. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is hereby approved pursuant to section 29 of the *Class Proceedings Act, 1992* and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.
6. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions they have commenced, without costs and with prejudice.
7. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Other Action commenced in Ontario by any member of the Ontario Settlement Class shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.
8. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, subject to paragraph 10, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Releasees from the Released Claims.
9. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Releasor shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly, indirectly or otherwise, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c. N. 1 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim.
10. **THIS COURT ORDERS** that the use of the terms “Releasors” and “Released Claims” in this Order does not constitute a release of claims by those members of the Ontario

Settlement Class who are resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors.

11. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class who is resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors covenants and undertakes not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

12. **THIS COURT ORDERS** that all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Order (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings).

13. **THIS COURT ORDERS** that for purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Settling Defendants attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.
14. **THIS COURT ORDERS** that, except as provided herein, this Order does not affect any claims or causes of action that any members of the Ontario Settlement Class has or may have in the Ontario Action against any Person who is not a Releasee.
15. **THIS COURT ORDERS** that no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement; to administration, investment, or distribution of the Trust Account; or to the Distribution Protocol.
16. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Amount shall be held in the Trust Account by Siskinds LLP for the benefit of the Settlement Class Members.
17. **THIS COURT ORDERS** that in the event that some of the Settlement Amount remains in the Trust Account after payment of Class Counsel Disbursements, Class Counsel Fees and Administrative Expenses, Class Counsel shall seek direction from this Court regarding the distribution of the remaining funds.
18. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement is contingent upon approval by the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the Quebec Court, the Quebec Action has been declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants by the Quebec Court, this Order has been registered in British

Columbia under the *Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act*, SBC 2003, c 29, and the BC Action has been discontinued as against the Settling Defendants without costs. If such orders and relief are not secured in Quebec and British Columbia, this Order shall be null and void and without prejudice to the rights of the Parties to proceed with the Ontario Action and any agreement between the Parties incorporated in this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.

19. **THIS COURT ORDERS** that, in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason, this Order shall be declared null and void and of no force or effect without the need for any further order of this Court but with notice to the Class.

20. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, the Ontario Action is hereby dismissed against the Settling Defendants, without costs and with prejudice.

The Honourable Justice Belobaba

**ENTENTE DE RÈGLEMENT NATIONALE MODIFIÉE RELATIVE AUX ACTIONS
COLLECTIVES CANADIENNES SUR LES ROULEMENTS**

Faite comme en date du 9 décembre 2022

Entre

**GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD, 5045320 ONTARIO LTD,
FADY SAMAHA, SERGE ASSELIN et DARREN EWERT**

(les « **DEMANDEURS** »)

et

AB SKF, SKF USA INC, SKF CANADA LIMITÉE et SKF GMBH

(les « **DÉFENDERESSES QUI RÈGLENT** »)

**LA PRÉSENTE VERSION FRANÇAISE N'EST PAS LA VERSION OFFICIELLE DE
CETTE ENTENTE.**

**LA VERSION ANGLAISE EST LA VERSION OFFICIELLE.
EN CAS DE DISPARITÉ, LA VERSION OFFICIELLE PRÉVAUT.**

**ENTENTE DE RÈGLEMENT NATIONALE MODIFIÉE RELATIVE AUX
ACTIONS COLLECTIVES CANADIENNES SUR LES ROULEMENTS**

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|------------------------------------|
| PRÉAMBULE | Erreur ! Signet non défini. |
| SECTION 1 - DÉFINITIONS | 7 |
| SECTION 2- APPROBATION DE L'ENTENTE..... | 12 |
| 2.1 Meilleurs efforts..... | 12 |
| 2.2 Demandes d'autorisation/certification et approbation des avis..... | 12 |
| 2.3 Demande d'approbation de l'Entente | 13 |
| 2.4 Déroutement des demandes d'approbation | 13 |
| 2.5 Désistement de l'action de la Colombie-Britannique et Ordonnance de reconnaissance..... | 13 |
| 2.6 Confidentialité préalable aux demandes | 14 |
| 2.7 Entrée en vigueur de l'Entente | 14 |
| SECTION 3 – BÉNÉFICES DÉCOULANT DE L'ENTENTE..... | 14 |
| 3.1 Paiement du Montant de règlement | 14 |
| 3.2 Impôts et Intérêts..... | 15 |
| SECTION 4 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT | 16 |
| 4.1 Droit de résiliation | 16 |
| 4.2 Effet de la résiliation de l'Entente | 17 |
| 4.3 Attribution du Montant de règlement suivant une résiliation | 18 |
| 4.4 Maintien des dispositions après la résiliation..... | 18 |
| SECTION 5 – QUITTANCES ET IRRECEVABILITÉ..... | 19 |
| 5.1 Quittance des Parties quittancées | 19 |
| 5.2 Engagement de ne pas poursuivre en justice | 19 |
| 5.3 Aucune réclamation supplémentaire..... | 19 |
| 5.4 Rejet des actions de l'Ontario et du Québec | 20 |
| 5.5 Rejet des autres actions..... | 20 |
| 5.6 Conditions essentielles..... | 20 |

| | |
|---|-----------|
| SECTION 6 – ORDONNANCE D’INTERDICTION, RENONCIATION A LA SOLIDARITE ET RESERVE D’AUTRES DEMANDES | 20 |
| 6.1 Ontario – Ordonnance d’interdiction..... | 20 |
| 6.2 Québec - Jugement confirmant la renonciation à la solidarité..... | 21 |
| 6.3 Réserve du droit de réclamation contre d’autres entités..... | 21 |
| 6.4 Condition essentielle..... | 21 |
| SECTION 7 - EFFET DU RÈGLEMENT | 21 |
| 7.1 Aucune admission de responsabilité..... | 21 |
| 7.2 L’Entente ne constitue pas une preuve..... | 22 |
| 7.3 Aucun autre recours..... | 22 |
| SECTION 8 – AUTORISATION AUX FINS DE RÈGLEMENT UNIQUEMENT..... | 23 |
| SECTION 9 - AVIS AUX GROUPES | 23 |
| 9.1 Avis requis..... | 23 |
| 9.2 Forme et diffusion des avis | 24 |
| SECTION 10 - ADMINISTRATION ET MISE EN ŒUVRE..... | 24 |
| 10.1 Modalités d’administration..... | 24 |
| 10.2 Information et assistance | 24 |
| SECTION 11 - DISTRIBUTION DU MONTANT DE RÈGLEMENT ET DES INTÉRÊTS ACCUMULÉS..... | 26 |
| 11.1 Protocole de distribution | 26 |
| 11.2 Aucune responsabilité en matière d’administration ou de frais..... | 26 |
| SECTION 12 - HONORAIRES, DÉBOURS ET FRAIS D’ADMINISTRATION DES AVOCATS DU GROUPE DÉPENSES..... | 27 |
| 12.1 Responsabilité quant aux frais, débours et taxes..... | 27 |
| 12.2 Responsabilité quant aux frais d’avis et de traduction..... | 27 |
| 12.3 Approbation par le tribunal des honoraires et des débours des Avocats du Groupe..... | 27 |
| SECTION 13 – DISPOSITIONS DIVERSES..... | 27 |
| 13.1 Demandes pour obtentions de directives..... | 27 |
| 13.2 Titres, etc. | 28 |
| 13.3 Calcul des délais | 28 |
| 13.4 Compétence continue | 28 |
| 13.5 Droit applicable..... | 29 |

| | | |
|--------------|---------------------------------------|-----------|
| 13.6 | Intégralité de l'Entente | 29 |
| 13.7 | Modifications..... | 29 |
| 13.8 | Effet contraignant | 29 |
| 13.9 | Exemplaires | 29 |
| 13.10 | Entente négociée | 30 |
| 13.11 | Langue de rédaction | 30 |
| 13.12 | Transaction..... | 30 |
| 13.13 | Préambule | 30 |
| 13.14 | Annexes..... | 30 |
| 13.15 | Reconnaisances..... | 30 |
| 13.16 | Signataires autorisés | 31 |
| 13.17 | Avis | 31 |
| 13.18 | Date de signature..... | 32 |

DRAFT - NON-OFFICIAL TRANSLATION

**ENTENTE DE RÈGLEMENT NATIONALE MODIFIÉE RELATIVE AUX
ACTIONS COLLECTIVES CANADIENNES SUR LES ROULEMENTS**

PRÉAMBULE

A. ATTENDU QUE des procédures ont été engagées par le demandeur de la Colombie-Britannique en Colombie-Britannique, le demandeur du Québec au Québec et les demandeurs de l'Ontario en Ontario et que les demandeurs réclament collectivement des dommages pour l'ensemble des Membres du Groupes et prétendument causés par la conduite des Défenderesses, tel qu'alléguée dans les procédures;

B. ATTENDU QUE les procédures allèguent que certaines, ou toutes les parties quittancées, ont pris part à un complot visant à fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des roulements vendus au Canada et ailleurs, depuis au moins le 20 avril 1998, et ce, jusqu'au 31 mars 2012, en violation de la partie VI de la *Loi sur la concurrence*, RSC 1985, c. C -34, et de la *common law* et/ou du droit civil;

C. ATTENDU QUE l'action du Québec, soit la demande d'autorisation a fait l'objet d'une audience contestée et a été autorisée pour le compte du groupe suivant (le « **Groupe autorisé du Québec** ») :

Toute personne du Québec qui a acheté et/ou loué un véhicule automobile neuf équipé de Roulements ou qui a acheté des Roulements pour installation dans un véhicule automobile neuf, et ce, entre le 20 avril 1998 et le 31 mars 2012 et/ou au cours de toute période subséquente lors de laquelle les prix ont été influencés par le complot allégué (la « Période visée par le recours »). Sont exclues du groupe les Défenderesses, leurs sociétés mères, filiales et sociétés affiliées.

*Les roulements achetés pour la réparation ou le remplacement dans un véhicule automobile sont exclus du groupe.

**Véhicule automobile, désigne les voitures pour passagers, les véhicules utilitaires sport (VUS), les fourgonnettes et les camions légers (pesant 10 000 lbs au maximum).

D. ATTENDU QUE les Membres des Groupes visés par le règlement ont eu la possibilité de s'exclure des Procédures, que la date limite pour s'exclure des Procédures est dépassée et que deux Personnes ont valablement et en temps opportun exercé leur droit de s'exclure des Procédures;

E. ATTENDU QUE par la signature de cette Entente de règlement ou autrement, les Parties quittancées n'admettent aucune allégation de conduite illégale invoquée dans les Procédures, ou dans toute autre action, et qu'elles nient toute responsabilité et affirment qu'elles disposent de moyens de défense complets en ce qui concerne le bien-fondé des Procédures et de toute autre action ou autrement;

- F. ATTENDU QUE le 1^{er} mars 2021, The Pickering Auto Mall Ltd. a fusionné avec 2061222 Ontario Ltd. pour former 5045320 Ontario Ltd, et que Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. a fusionné avec Gazarek Realty Holdings Ltd. et Gerald A. Gazarek Holdings Ltd. pour former Gazarek Realty Holdings Ltd;
- G. ATTENDU QUE les Demandeurs, les Avocats du Groupe et les Défenderesses qui règlent conviennent que ni cette Entente de règlement ni aucune déclaration faite dans le cadre de sa négociation ne sera réputée être une admission, ne sera interprétée comme une admission et/ou ne sera utilisée à titre de preuve de la véracité des allégations des Demandeurs contre les parties quittancées, lesquelles allégations sont expressément niées par les Défenderesses qui règlent;
- H. CONSIDÉRANT que les Défenderesses qui règlent concluent la présente Entente de règlement afin de parvenir à une résolution finale à l'échelle nationale de toutes les réclamations revendiquées ou qui auraient pu être revendiquées contre les parties quittancées par les Demandeurs et les Groupes visés par l'Entente de règlement dans le cadre des diverses Procédures, et afin d'éviter des frais additionnels, désagréments, inconvénients et distraction associés à un litige interminable et coûteux;
- I. ATTENDU QUE les Défenderesses ne reconnaissent pas, par la présente, la compétence juridictionnelle des tribunaux ou de tout autre cour ou tribunal en ce qui concerne toute procédure civile, pénale ou administrative, sauf dans la mesure où ils l'ont déjà fait dans le cadre des Procédures ou comme le prévoit expressément la présente Entente de règlement en ce qui concerne les Procédures;
- J. ATTENDU QUE les Avocats des Défenderesses qui règlent et les Avocats des Groupes se sont engagés, en toute indépendance, dans des discussions et des négociations de règlement, et en sont venus à la présente Entente de règlement valable au Canada;
- K. ATTENDU QU'à la suite de ces discussions et négociations, les Défenderesses qui règlent, et les Demandeurs ont conclu la présente Entente, qui contient la totalité des termes et conditions du règlement entre les Défenderesses qui règlent et les Demandeurs, tant individuellement et qu'au nom des Groupes visés par le règlement, que les Demandeurs de l'Ontario et du Québec cherchent à représenter, sous réserve de l'approbation des Tribunaux de l'Ontario et du Québec;
- L. ATTENDU QUE les Avocats du Groupe, en leur nom propre et au nom des Demandeurs et des Groupes visés, ont pris connaissance et déclarent comprendre pleinement les termes de cette Entente de règlement, et, basés sur leurs analyses des faits et du droit applicables aux réclamations des Demandeurs, en tenant compte du fardeau et des frais associés à la poursuite des procédures, y compris les risques et les incertitudes associés aux procès et aux appels, et en tenant compte de la valeur de l'Entente de règlement, ont conclu que cette Entente de règlement est juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Demandeurs et des Groupes proposés que les Demandeurs de l'Ontario et du Québec cherchent à représenter;

- M. ATTENDU QUE par la présente Entente, les parties souhaitent régler, et règlent définitivement, sur une base nationale, sans admission de responsabilité, toutes les Procédures et toute autre action à l'encontre des parties quittancées;
- N. ATTENDU QUE aux fins de règlement seulement, les Parties consentent à la certification de l'Action de l'Ontario en tant qu'action collective, au Groupe visé et à la Question commune en ce qui concerne l'Action de l'Ontario, et à la modification du Groupe visé et de la Question commune en ce qui concerne l'Action du Québec, le tout uniquement dans le but de mettre en œuvre cette Entente de règlement de manière coordonnée et cohérente à travers le Canada, et sous réserve des approbations du tribunal de l'Ontario et du tribunal du Québec, tel que prévu dans cette Entente de règlement, à la condition expresse que cette certification et cette modification à la demande d'autorisation ne portent pas atteinte pas aux droits respectifs des Parties dans l'éventualité où cette Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou n'entre pas en vigueur pour quelque raison que ce soit;
- O. ATTENDU QUE les Demandeurs de l'Ontario et du Québec affirment qu'ils sont des représentants adéquats pour les Groupes qu'ils cherchent à représenter et qu'ils chercheront à être nommés en tant que représentants des Demandeurs dans leurs procédures respectives; et
- P. ATTENDU QUE les parties ont l'intention de faire approuver cette Entente de règlement d'abord par le tribunal de l'Ontario;

PAR CONSÉQUENT, en considération des engagements, des ententes et des quittances énoncés dans la présente et pour toute autre considération valable, dont la recevabilité et le caractère suffisant sont par la présente reconnus, il est convenu par les parties que l'Action de l'Ontario soit approuvée et rejetée avec préjudice à l'endroit des Défenderesses qui règlent à uniquement, que l'Action du Québec soit déclarée réglée hors cour avec préjudice à l'endroit des Défenderesses qui règlent uniquement, et que l'Action de la Colombie-Britannique fasse l'objet d'un désistement en faveur des Défenderesses qui règlent uniquement, le tout sans frais en ce qui concerne les Demandeurs, les Groupes qu'ils cherchent à représenter, et les Défenderesses qui règlent uniquement, sous réserve de l'approbation des tribunaux de l'Ontario et du Québec, selon les termes et conditions suivants :

SECTION 1 - DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente de règlement, y compris le préambule et les annexes qui s'y rattachent :

- (1) **Frais d'administration** désigne tous les honoraires, débours, frais, coûts, impôts, taxes et autres montants encourus ou payables par les Demandeurs, les Avocats des Groupes ou autrement pour l'approbation, la mise en œuvre et l'application de cette Entente, y compris les coûts des avis, mais à l'exclusion des Honoraires et des débours des Avocats des Groupes.

- (2) **Véhicule automobile**, désigne les voitures particulières, les véhicules utilitaires sport (VUS), les fourgonnettes et les camions légers (jusqu'à 10 000 lbs).
- (3) **Action de la Colombie-Britannique** désigne la procédure en Colombie-Britannique, telle que décrite à l'annexe A.
- (4) **Avocats de la Colombie-Britannique** désigne Camp Fiorante Matthews Mogerman LLP.
- (5) **Tribunal de la Colombie-Britannique** désigne la Cour Suprême de la Colombie-Britannique.
- (6) **Demandeur de la Colombie-Britannique** désigne Darren Ewert.
- (7) **Roulements** désignent un dispositif de réduction du frottement installé dans les Véhicules Automobiles neufs qui permet à une pièce mobile de glisser au-dessus d'une autre pièce mobile et qui inclut les roulements de l'unité de moyeu de roue.
- (8) **Administrateur des Réclamations** désigne la firme proposée par les Avocats du Groupe et nommée par les Tribunaux de l'Ontario et du Québec pour l'administration du Montant de Règlement conformément aux dispositions de la présente Entente de règlement et du Protocole de Distribution, ainsi que tout employé de cette firme.
- (9) **Avocats du Groupe** désignent les avocats de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique.
- (10) **Débours des Avocats du Groupe** désigne les débours et les taxes applicables encourus par les Avocats du groupe dans le cadre de la poursuite des procédures, ainsi que toute condamnation aux dépens prononcée à l'encontre des Demandeurs dans le cadre de l'une des procédures.
- (11) **Honoraires des Avocats du Groupe** désigne les honoraires des Avocats du Groupe, ainsi que toute taxe ou tout frais applicables, y compris tout montant payable en vertu de l'Entente de règlement par les Avocats du Groupe ou les Membres du Groupe visé par le règlement à tout autre organisme ou personne, incluant le Fonds d'aide aux actions collectives au Québec.
- (12) **Période visée par le recours** désigne la période du 20 avril 1998 au 9 juillet 2020.
- (13) **Question commune** désigne : « Les Défenderesses qui règlent ont-elles comploté pour fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser les prix des roulements au cours de la Période visée par le recours? Dans l'affirmative, quels dommages, le cas échéant, les Membres du Groupe visé par le règlement ont-ils subis? »
- (14) **Avocats des Défenderesses qui règlent** désigne le cabinet d'avocats Fasken Martineau DuMoulin LLP.
- (15) **Tribunaux** désigne le tribunal de l'Ontario, le tribunal du Québec et le tribunal de la

Colombie-Britannique.

- (16) **Date de signature** désigne la date à partir de laquelle les parties ont signé la présente entente de règlement, figurant sur la page de couverture.
- (17) **Défenderesses** désigne les entités désignées comme Défenderesses dans l'une ou l'autre des procédures indiquées à l'Annexe A. Il est entendu que les Défenderesses comprennent les Défenderesses qui règlent et celles ayant déjà réglé.
- (18) **Protocole de distribution** désigne le plan de distribution du montant de l'Entente de règlement et incluant les intérêts courus, en tout ou en partie, tel qu'il a été approuvé par les tribunaux de l'Ontario et du Québec.
- (19) **Date d'entrée en vigueur** désigne la date à laquelle les tribunaux de l'Ontario et du Québec ont rendu des jugements finaux approuvant cette Entente de règlement et à laquelle l'action de la Colombie-Britannique a fait l'objet d'un désistement à l'endroit des Défenderesses qui règlent.
- (20) **Personne exclue** désigne chaque Défenderesse, les administrateurs et dirigeants de chaque défenderesse, les filiales ou sociétés affiliées de chaque défenderesse, les entités dans lesquelles chaque Défenderesse ou l'une de ses filiales ou sociétés affiliées détiennent une participation majoritaire, ainsi que les représentants légaux, héritiers, successeurs et ayants droit de chacune des personnes susmentionnées, ainsi que les personnes qui se sont exclues valablement et dans les délais prescrits, conformément aux jugements de la juridiction compétente.
- (21) **Jugement final** désigne toute ordonnance, jugement ou décret équivalent, rendu par un tribunal et approuvant la présente Entente de règlement conformément à ses modalités, une fois que le délai d'appel de cette ordonnance a expiré sans qu'aucun appel n'ait été interjeté, alors qu'un appel est possible, ou, si l'ordonnance fait l'objet d'un appel, une fois que l'ordonnance a été confirmée à la suite d'un jugement final concernant tous les appels.
- (22) **Roulements industriels** désigne des dispositifs de réduction du frottement, installés dans les produits industriels, qui permettent à une pièce en mouvement de glisser sur une autre pièce en mouvement.
- (23) **Produits industriels**, désigne les véhicules moyens et lourds, les autobus, les véhicules commerciaux et la machinerie industrielle, notamment et non limitativement, le matériel agricole, les machines et équipements aérospatiaux, le matériel de construction, le matériel d'exploitation minière et les véhicules ferroviaires.
- (24) **Action de l'Ontario** désigne la procédure de l'Ontario, telle que décrite à l'Annexe A.
- (25) **Avocats de l'Ontario** désigne Siskinds LLP et Sotos LLP.
- (26) **Tribunal de l'Ontario** désigne la Cour supérieure de justice de l'Ontario.

- (27) ***Demandeurs de l'Ontario*** désignent 5045320 Ontario Ltd. (successeur de The Pickering Auto Mall Ltd.), Gazarek Realty Holdings Ltd. (successeur de Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd.) et Fady Samaha.
- (28) ***Groupe de règlement de l'Ontario*** désigne le Groupe visé par le règlement dans le cadre de l'Action de l'Ontario, tel que défini à l'annexe A.
- (29) ***Autres actions*** désigne les actions ou procédures, à l'exclusion des présentes Procédures, concernant les Réclamations quittancées intentées par un Membre du Groupe visé par le règlement, avant ou après la Date d'entrée en vigueur.
- (30) ***Partie(s)*** désigne les Défenderesses qui règlent, les Demandeurs et, le cas échéant, les Membres du Groupe visé par le règlement.
- (31) ***Personne(s)***, désigne une personne physique (particulier), une société, une société de personnes, une société en commandite, une société à responsabilité limitée, une association, une société par actions, une succession, un représentant légal, une fiducie, un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un bénéficiaire, une association non constituée en société, un gouvernement ou toute subdivision ou organisme politique, et toute autre entreprise ou personne morale, ainsi que leurs héritiers, prédécesseurs, successeurs, représentants ou cessionnaires.
- (32) ***Demandeurs*** désigne les Demandeurs de la Colombie-Britannique, les Demandeurs de l'Ontario et les Demandeurs du Québec.
- (33) ***Procédures*** : désigne l'action de la Colombie-Britannique, l'action de l'Ontario et l'action du Québec, « ***Procédure*** » : désigne l'une ou l'autre des actions de l'Ontario, de la Colombie-Britannique ou du Québec, selon le cas.
- (34) ***Prix d'achat*** désigne le prix de vente payé par les Membres du Groupe visé par le règlement pour les roulements au cours de la période visée par le recours, moins les tout rabais, frais de livraison ou d'expédition, les taxes et toute autre forme de réduction.
- (35) ***Action du Québec*** désigne la procédure du Québec, telle que définie à l'annexe A.
- (36) ***Avocats du Québec*** désigne le cabinet d'avocats Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.
- (37) ***Tribunal du Québec*** désigne la Cour supérieure du Québec.
- (38) ***Demandeur québécois*** désigne **Serge Asselin**.
- (39) ***Groupe de règlement du Québec*** désigne le Groupe concernant l'Action du Québec, tel que défini à l'annexe A de la présente entente.

- (40) **Réclamations quittancées** désigne toutes les réclamations, demandes, actions, poursuites, causes d'action, qu'elles soient de nature collective, individuelle ou autre, qu'elles soient personnelles ou subrogées, les dommages de toute nature (y compris les dommages compensatoires, punitifs ou autres), les obligations de toute nature, y compris les intérêts, les dépens, les frais, les frais d'administration de l'action collective (y compris les Frais d'administration, tels que définis), les pénalités et les honoraires d'avocats (y compris les Honoraires et débours des Avocats des Groupes), connus ou inconnus, soupçonnés ou insoupçonnés, réels ou éventuels, liquidés ou non, en droit, en vertu d'une loi ou en équité, que l'une ou l'autre des Parties donnant quittance avait, a, aurait pu dans l'avenir, se rapportant de quelque façon que ce soit à toute conduite alléguée ou qui aurait pu être alléguée, liée à, découlant de, ou décrite dans les Procédures, que ce soit au Canada ou ailleurs, ce qui est réputé inclure, non limitativement, l'achat, la vente, l'établissement des prix, la réduction des prix, la fabrication, la commercialisation, l'offre ou la distribution de roulements, qu'ils soient achetés directement ou indirectement, y compris en tant qu'élément d'un véhicule automobile, y compris toutes les réclamations pour les dommages indirects, subséquents ou consécutifs qui surviennent après la date de signature à l'égard de tout accord, association, conspiration ou conduite qui a eu lieu pendant la période visée par l'action collective. Toutefois, les Réclamations quittancées n'incluent pas : (i) les réclamations fondées sur la négligence, les dommages corporels, la rupture de contrat, le cautionnement, le défaut de livraison de marchandises perdues, les marchandises endommagées ou retardées, les produits défectueux, les violations de garantie, les valeurs mobilières ou les réclamations similaires entre les parties qui concernent les roulements (à moins que ces réclamations n'allèguent un comportement anticoncurrentiel ou des communications anticoncurrentielles entre les concurrents); (ii) les réclamations déposées (avant ou après la date d'entrée en vigueur) en dehors du Canada concernant des achats de roulements en dehors du Canada; (iii) les réclamations déposées (avant ou après la date d'entrée en vigueur) en vertu de lois autres que celles du Canada concernant des achats de roulements en dehors du Canada; ou (iv) les réclamations concernant toute pièce automobile autre que les roulements, lorsque ces réclamations ne concernent pas les roulements.
- (41) **Parties quittancées** désigne, conjointement et solidairement, individuellement et collectivement, les Défenderesses qui règlent et toutes leurs sociétés liées, propriétaires, filiales, divisions, affiliés, associés (tels que définis dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, LRC (1985), ch. C-44), partenaires, coentreprises, franchisés, concessionnaires, assureurs, présents et passés, directs et indirects, ainsi que toutes les autres personnes, sociétés de personnes ou société par action auxquelles les entités susmentionnées ont été ou sont affiliées, ainsi que tous anciens, actuels ou futurs dirigeants, administrateurs, employés, mandataires, actionnaires, fondés de pouvoir, avocats, fiduciaires, préposés, et représentants, gestionnaires ainsi que tous leurs prédécesseurs, successeurs, acheteurs, héritiers, exécuteurs, administrateurs successoraux, et ayants droit de chacun d'entre eux.
- (42) **Parties donnant quittance** désigne, conjointement et solidairement, individuellement et collectivement, les Demandeurs et les Membres du Groupe visé par le règlement, en leur nom propre et au nom de toute personne ou entité réclamant par et pour eux, en tant que

parent, filiale, affilié, prédécesseur, successeur, actionnaire, associé, directeur, propriétaire de quelque nature que ce soit, mandataire, mandant, employé, sous-traitant, avocat, héritier, exécuteur testamentaire, administrateur, assureur, légataire, ayant droit, fiduciaire ou représentant de quelque nature que ce soit, à l'exception des personnes qui se sont exclues valablement et dans les délais conformément aux ordonnances des tribunaux.

- (43) **Défenderesses ayant réglé** désigne toute défenderesse (à l'exclusion des Défenderesses qui règlent) qui conclut sa propre Entente de règlement avec les Demandeurs dans le cadre des procédures et dont l'Entente de règlement entre en vigueur conformément à ses conditions, que cette Entente de règlement existe ou non à la date de signature.
- (44) **Entente de règlement** : la présente entente, y compris le préambule et les annexes.
- (45) **Montant de règlement** désigne 2 100 000\$ canadiens.
- (46) **Groupes de règlement** désigne le groupe de l'Ontario visé par le règlement et le groupe du Québec visé par le règlement.
- (47) **Membre du groupe visé par le règlement** désigne un membre d'un groupe visé par l'entente de règlement.
- (48) **Défenderesses qui règlent** désigne AB SKF, SKF USA Inc., SKF Canada Limited et SKF GmbH.
- (49) **Compte en fidéicommiss** désigne un véhicule de placement garanti, un compte de marché en argent liquide ou un titre équivalent avec une cote équivalente ou supérieure à celle d'une banque canadienne de l'annexe I (une banque inscrite à l'annexe I de la *Loi sur les banques*, LC 1991, ch. 46) détenu dans une institution financière canadienne sous le contrôle de Siskinds LLP ou de l'Administrateur des réclamations, une fois nommé, pour le bénéfice des Membres du groupe visé par le règlement ou des Défenderesses qui règlent, tel que prévu dans la présente Entente de règlement.

SECTION 2- APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

2.1 Meilleurs efforts

(1) Les Parties s'engagent à déployer leurs meilleurs efforts pour mettre en application la présente Entente de règlement et pour obtenir le rejet immédiat, complet et final, avec préjudice de l'Action de l'Ontario à l'encontre des Défenderesses qui règlent, un Avis de règlement hors cour dans l'Action du Québec à l'encontre des Défenderesses qui règlent, et un désistement de l'Action de la Colombie-Britannique à l'encontre des Défenderesses qui règlent.

2.2 Demandes d'autorisation/certification et approbation des avis

(1) Les Demandeurs de l'Ontario et du Québec déposeront des demandes aux tribunaux de l'Ontario et du Québec, dès que possible après la Date de signature, pour obtenir des jugements approuvant les avis décrits à l'article 9.1(1), certifiant l'Action de l'Ontario en tant qu'action collective à l'encontre des Défenderesses qui participent à l'Entente (à des fins de règlement uniquement), et modifiant le groupe du Québec visé par le règlement et la Question commune en ce qui concerne l'Action du Québec à l'encontre des Défenderesses qui participent à l'Entente (à des fins de règlement uniquement). Les Demandeurs fourniront les meilleurs efforts pour déposer les demandes susmentionnées devant le Tribunal du Québec au plus tard trente (30) jours après que le Tribunal de l'Ontario ait rendu un jugement approuvant les avis décrits à la Section 9.1(1) et certifiant l'Action de l'Ontario en tant qu'action collective contre les Défenderesses qui règlent (à des fins de règlement uniquement).

(2) Le jugement de l'Ontario approuvant les avis décrits à l'article 9.1(1) et certifiant l'Action de l'Ontario à des fins de règlement sera substantiellement selon le contenu et la forme de l'annexe B. Le jugement du Québec approuvant les avis décrits à l'article 9.1(1) et modifiant le Groupe québécois et la Question commune à des fins de règlement sera convenu entre les parties et reflétera, dans la mesure du possible, le contenu et la forme du jugement de l'Ontario.

2.3 Demande d'approbation de l'Entente de règlement

(1) Les Demandeurs s'engagent à faire les démarches nécessaires, pour déposer des demandes d'approbation de l'Entente de règlement devant les tribunaux de l'Ontario et du Québec, dans les meilleurs délais après :

- (a) que les jugements visés à la section 2.2(1) aient été accordés; et
- (b) que les avis décrits à la section 9.1(1) aient été publiés.

(2) Le jugement de l'Ontario approuvant cette Entente de règlement sera substantiellement sous la forme de l'annexe C. Le jugement du Québec approuvant l'Entente de règlement à être rendu sera convenu entre les parties et reflétera, dans la mesure du possible, le contenu et la forme du jugement de l'Ontario.

2.4 Déroulement des demandes d'approbation

(1) Les Demandeurs peuvent choisir de demander aux tribunaux de tenir des audiences conjointes, afin d'obtenir l'approbation de cette Entente de règlement conformément au *Protocole judiciaire canadien de gestion de recours collectifs multijuridictionnels* de l'Association du Barreau canadien. Les Défenderesses ne s'opposeront pas à une telle demande.

2.5 Désistement de l'action de la Colombie-Britannique et Ordonnance de reconnaissance

(1) Lorsque le jugement de l'Ontario visé à la section 2.3 sera rendu, le Demandeur de la Colombie-Britannique :

- (a) Fera enregistrer l'ordonnance ontarienne visée au point 2.3 au greffe du tribunal de la Colombie-Britannique, conformément à la *Loi sur l'exécution des décisions et jugements canadiens (Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act)*, SBC 2003, c. 29, ou, à défaut, introduira une demande auprès du tribunal de la Colombie-Britannique pour obtenir un jugement enregistrant le jugement de l'Ontario visé à la section 2.3, le tout sans frais pour les parties; et
- (b) Se désistera de l'action de la Colombie-Britannique contre les Défenderesses qui règlent, sans frais pour les parties.

2.6 Confidentialité préalable aux demandes

(1) Jusqu'à ce que la première des demandes prévues à l'article 2.2 (1) soit introduite, les Parties s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les modalités de l'Entente de règlement et à ne pas les divulguer sans le consentement écrit préalable des Avocats des Défenderesses qui règlent et des Avocats du Groupe, selon le cas, sauf dans les cas prévus à l'article 2.6 (2) et si cela est nécessaire à des fins d'information financière, de préparation de documents financiers (y compris les déclarations fiscales et les états financiers), conformément aux exigences réglementaires, si cela est nécessaire pour donner effet aux termes de l'Entente, ou si cela est autrement exigé par la loi.

(2) À la date de signature, les Avocats du Groupe peuvent divulguer l'existence et les termes de cette Entente de règlement aux tribunaux.

2.7 Entrée en vigueur de l'Entente

(1) La présente Entente de règlement ne devient exécutoire qu'à la Date d'entrée en vigueur.

SECTION 3 – BÉNÉFICES DÉCOULANT DE L'ENTENTE

3.1 Paiement du Montant de règlement

(1) Dans les trente (30) jours suivant la Date de signature, les qui règlent verseront le Montant de règlement à Siskinds LLP, pour qu'il soit déposé dans le Compte en fidéicommis.

(2) Le versement du Montant de règlement sera effectué par virement bancaire. Au plus tard dix (10) jours avant que le Montant de règlement ne devienne exigible, Siskinds LLP fournira, par écrit, les informations suivantes nécessaires pour effectuer le virement bancaire : nom de la banque, adresse de la banque, numéro *ABA*, numéro *SWIFT*, nom du bénéficiaire, numéro de compte bancaire du bénéficiaire, adresse du bénéficiaire et coordonnées de la banque.

(3) Le Montant de règlement et toute autre contrepartie à fournir conformément aux termes de la présente Entente de règlement seront payés en règlement intégral des Réclamations quittancées à l'encontre des Parties quittancées.

- (4) Le Montant de règlement inclut toutes les sommes, y compris les intérêts, les coûts, les frais d'administration, les honoraires des Avocats du groupe et les déboursés des Avocats du groupe.
- (5) Les Parties quittancées n'ont aucune obligation de payer un montant en plus du Montant de règlement, pour quelque raison que ce soit, en vertu ou dans le cadre de cette Entente de règlement, des Procédures, ou de toute autre Action.
- (6) Une fois qu'un Administrateur des réclamations aura été nommé, Siskinds LLP transfèrera le contrôle du Compte en fidéicommiss à l'Administrateur des réclamations.
- (7) Siskinds LLP et l'Administrateur des réclamations maintiendront le Compte en fidéicommiss, tel que prévu dans cette Entente de règlement.
- (8) Siskinds LLP et l'Administrateur des Réclamations ne verseront pas toutes ou partie des sommes d'argent dans le Compte en Fidéicommiss, sauf en conformité avec cette Entente de règlement, ou en conformité avec une ordonnance des Tribunaux de l'Ontario et du Québec obtenue après avis aux Parties.

3.2 Impôts et Intérêts

- (1) Sous réserve des dispositions ci-après, tous les intérêts générés par le Montant de règlement dans le Compte en fidéicommiss sont accumulés au profit des Groupes visés par le règlement et feront et resteront partie intégrante du Compte en fidéicommiss.
- (2) Sous réserve de l'article 3.2 (3), l'ensemble des impôts payables sur tout intérêt couru sur le Montant de règlement dans le Compte en fidéicommiss ou autrement en relation avec la Montant de règlement seront payés à même le Compte en fidéicommiss. Siskinds LLP ou l'Administrateur des réclamations, selon le cas, sera seul responsable de remplir toutes les obligations fiscales et payer les impôts découlant du Montant de règlement détenu dans le Compte en fidéicommiss, incluant toute obligation de déclarer un revenu imposable et de payer les impôts. Tous les impôts (y compris les intérêts et les pénalités) dus à l'égard du revenu généré par le Montant de règlement seront payables à partir du compte en fiducie.
- (3) Les Défenderesses qui règlent n'auront aucune responsabilité de faire des déclarations relatives au Compte en fidéicommiss et n'auront pas la responsabilité de payer d'impôts sur tout revenu généré par le Montant de règlement ou de payer des impôts sur les sommes dans le Compte en fidéicommiss, à moins que cette Entente de règlement ne soit pas approuvée, qu'elle soit résiliée, ou n'entre pas en vigueur pour quelque raison que ce soit, auquel cas les intérêts générés sur le Montant de règlement dans le compte en fidéicommiss ou autrement seront versés aux Défenderesses qui règlent qui, dans ce cas, seront responsables du paiement de tous les impôts sur ces intérêts qui n'auront pas déjà été payés par Siskinds LLP ou l'Administrateur des réclamations.

SECTION 4 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

4.1 Droit de résiliation

(1) Dans le cas où :

- (a) le tribunal de l'Ontario refuse de certifier l'Action de l'Ontario aux fins de l'Entente de règlement;
- (b) le tribunal du Québec refuse de modifier le Groupe et la Question Commune aux fins de l'Entente de règlement;
- (c) le tribunal de l'Ontario refuse de rejeter l'Action de l'Ontario à l'encontre des Défenderesses qui règlent ou le tribunal du Québec refuse de déclarer réglée hors cour l'Action du Québec à l'encontre des Défenderesses règlent;
- (d) l'ordonnance ontarienne décrite au point 2.3 n'est pas enregistrée en Colombie-Britannique en vertu de la *Loi sur l'exécution des décisions et jugements canadiens (Enforcement of Canadian Judgments and Decrees Act)*, SBC 2003, c. 29;
- (e) l'Action de la Colombie-Britannique ne fait pas l'objet d'un désistement à l'encontre des Défenderesses règlent;
- (f) le tribunal de l'Ontario ou du Québec refuse d'approuver cette Entente de règlement ou toute partie importante de celle-ci, ou approuve cette Entente de règlement sous une forme substantiellement modifiée;
- (g) le tribunal de l'Ontario ou du Québec rend un jugement d'approbation de l'Entente de règlement qui est matériellement incompatible avec les termes de l'Entente de règlement ou qui ne correspond pas substantiellement à la version jointe à l'Annexe C; ou
- (h) toute ordonnance approuvant cette Entente de règlement rendue par un tribunal ne devient pas un jugement final;

les Demandeurs et les Défenderesses qui règlent auront chacun le droit de résilier cette Entente de règlement en envoyant un avis écrit conformément à la section 13.17, dans les trente (30) jours suivant un événement décrit ci-dessus.

(2) En outre, si le Montant de règlement n'est pas payé conformément à la section 3.1(1), les Demandeurs auront le droit de résilier cette Entente de règlement en envoyant un avis écrit conformément à la section 13.17, dans les trente (30) jours suivant le non-paiement, ou de saisir les tribunaux pour faire respecter les conditions de cette Entente de règlement.

(3) Sous réserve des dispositions de la section 4.4, si l'Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou ne prend pas effet pour quelque raison que ce soit, l'Entente de règlement sera nulle et non avenue et n'aura plus aucune force ni aucun effet; elle ne liera pas les parties et ne pourra pas être utilisée comme preuve ou autrement dans le cadre d'un litige ou de toute autre manière, pour quelque raison que ce soit.

(4) Toute ordonnance, décision ou jugement rendu ou rejeté par une juridiction en ce qui concerne :

- (a) les honoraires ou les débours des Avocats du groupe; ou
- (b) le protocole de distribution

ne sera pas considérée comme une modification substantielle de tout ou partie de la présente Entente de règlement et ne constituera pas une base pour la résiliation de la présente Entente de règlement.

4.2 Effet de la résiliation de l'Entente de règlement

(1) Si la présente Entente de règlement n'est pas approuvée, si elle est résiliée conformément à ses dispositions ou si elle n'entre pas en vigueur pour quelque raison que ce soit :

- (a) aucune demande visant à certifier l'Action de l'Ontario en tant que procédure collective sur la base de cette Entente de règlement, à modifier le Groupe et la Question Commune en ce qui concerne l'Action du Québec sur la base de cette Entente de règlement, ou à approuver cette Entente de règlement, qui n'a pas été décidée, ne sera traitée;
- (b) les Parties coopéreront pour tenter de faire annuler et déclarer nulle et non avenue et sans effet toute ordonnance émise certifiant l'Action de l'Ontario en tant qu'action collective sur la base de l'Entente de règlement, modifiant le Groupe de et la Question commune en ce qui concerne l'Action du Québec sur la base de cette Entente de règlement, ou approuvant cette Entente de règlement, et toute Personne sera empêchée d'affirmer le contraire;
- (c) toute certification antérieure de l'Action de l'Ontario en tant qu'action collective sur la base de cette Entente de règlement, y compris les définitions des Groupes de règlement et de la Question commune conformément à cette Entente de règlement, ou la modification du Groupe et de la Question commune dans l'Action du Québec sur la base de cette Entente de règlement, est sans préjudice de toute position que l'une ou l'autre des Parties ou des Parties quittancées peut prendre ultérieurement sur toute question dans les Procédures, ou dans tout autre action ou autre litige; et
- (d) dans les dix (10) jours suivant une telle résiliation, les Avocats du groupe devront faire des efforts raisonnables pour détruire tous les documents ou autres

informations fournis par les Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent dans le cadre de cette Entente de règlement ou qui contient ou reflète des informations dérivées de tels documents ou autres informations reçus des Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent, et, dans la mesure où les Avocats du Groupe ont communiqué des documents ou autres pièces fournis par les Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent à toute autre personne, ils devront faire les efforts raisonnables pour récupérer et détruire de tels documents ou pièces. Les Avocats du Groupe fourniront aux Avocats des Défenderesses qui règlent une attestation écrite des Avocats du Groupe concernant cette destruction. Aucune disposition de la présente Section 4.2 ne doit être interprétée comme exigeant des Avocats du Groupe qu'ils détruisent leurs travaux préparatoires. Cependant, tout documents ou informations fournis par les Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent, ou reçu des Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent dans le cadre de cette Entente de règlement, ne peut être divulgué à aucune personne de quelque manière que ce soit ou utilisé, directement ou indirectement, par les Avocats du Groupe ou toute autre personne de quelque manière que ce soit et pour quelque raison que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable des Avocats du Groupe ou des Avocats des Défenderesses qui règlent. Les Avocats du Groupe prendront les mesures et précautions appropriées pour assurer et maintenir la confidentialité de ces documents, informations et tout produit du travail des Avocats du Groupe découlant de ces documents ou informations.

4.3 Attribution du Montant de règlement suivant une résiliation

(1) Si l'Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou n'entre pas en vigueur pour quelque raison que ce soit, Siskinds LLP devra, dans les trente (30) jours suivant l'avis écrit en vertu de la Section 4.1(1), retourner aux Défenderesses qui règlent, le montant qu'ils ont payé à Siskinds LLP, plus tous les intérêts courus, mais moins la part proportionnelle des Défenderesses qui règlent des coûts réels des avis requis par la Section 9.1(1) et toute traduction requise par la Section 13.11, jusqu'à concurrence d'une déduction maximale de 30 000 \$ canadiens.

4.4 Maintien des dispositions après la résiliation

(1) Si la présente Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou ne prend pas effet pour quelque raison que ce soit, les dispositions des sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, 8(4), 9.1(2), 9.2, 10.2(5) et 11.2, ainsi que les définitions et les annexes qui s'y rattachent, survivront à la résiliation et conserveront leur plein effet. Les définitions et les annexes ne demeureront en vigueur qu'aux fins limitées de l'interprétation des sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, 8(4), 9.1(2), 9.2, 10.2(5) et 11.2 au sens de la présente Entente de règlement, mais à aucune autre fin. Toutes les autres dispositions de la présente Entente de règlement et toutes les autres obligations découlant de la présente Entente de règlement cesseront immédiatement.

SECTION 5 – QUITTANCES ET IRRECEVABILITÉ

5.1 Quittance des Parties quittancées

(1) À la Date d'entrée en vigueur, sous réserve de la section 5.2, et en contrepartie du paiement du Montant de règlement et pour toute autre contrepartie prévue dans l'Entente de règlement, les Parties donnant quittance libèrent et déchargent définitivement les Parties quittancées des Réclamations quittancées que l'un d'entre eux, que ce soit directement, indirectement, pour le compte d'autrui ou à tout autre titre, n'a jamais eues, a maintenant ou peut, doit ou pourrait avoir à l'avenir.

(2) Les Demandeurs et les Membres du Groupe visé par l'Entente de règlement reconnaissent qu'ils peuvent découvrir, après la date d'entrée en vigueur, des faits supplémentaires ou différents de ceux qu'ils savent ou jugent être vrais concernant l'objet de l'Entente de règlement, et qu'ils ont l'intention de donner quittance entièrement, définitivement et absolue de toutes les Réclamations quittancées et, dans le cadre de cette intention, cette quittance sera et demeurera en vigueur nonobstant la découverte ou l'existence de faits additionnels ou différents.

(3) Nonobstant ce qui précède, les quittances accordées en vertu de la présente section 5.1 seront réputées partielles aux fins de l'article 1687 et suivants du *Code civil du Québec* et ne profiteront qu'aux Parties quittancées.

5.2 Engagement de ne pas poursuivre en justice

(1) Malgré la section 5.1, à la Date d'entrée en vigueur, dans les cas des Membres du Groupe visé par l'Entente de règlement résidant dans une province ou un territoire où la quittance d'un fautif constitue une quittance de tous les autres fautifs, les Parties donnant quittance ne quittancent pas les Parties quittancées, mais s'engagent plutôt à ne pas intenter de poursuite de quelque façon que ce soit ou à ne pas menacer, intenter, participer ou poursuivre une procédure dans toute juridiction contre les Parties quittancées concernant les Réclamations quittancées. Il est entendu que la section 5.1 (3) continue de s'appliquer aux résidents du Québec.

5.3 Aucune réclamation supplémentaire

(1) À la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne peut, ni maintenant ni par la suite, intenter, continuer, maintenir, intervenir ou revendiquer, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour elle-même ou pour un groupe ou de toute autre personne, une procédure, une cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie quittancée, ou toute autre personne qui pourrait réclamer une contribution ou une indemnité, ou d'autres réclamations, de toute Partie quittancée, que ce soit en vertu de la *Loi sur le partage de la responsabilité*, L.R.O 1990, ch. N-1 ou d'autres lois ou en *common law* ou en équité à l'égard de toute Réclamation quittancée. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, il est convenu que les Parties donnant quittance ne doivent pas faire valoir ou poursuivre une Réclamation quittancée contre une Partie quittancée en vertu des lois d'un territoire étranger.

5.4 Rejet des actions de l'Ontario et du Québec

- (1) À la Date d'entrée en vigueur, l'Action de l'Ontario sera rejetée avec préjudice et sans frais à l'encontre des Défenderesses qui règlent.
- (2) À la Date d'entrée en vigueur, l'Action du Québec sera déclarée réglée hors cour avec préjudice et sans frais à l'encontre des Défenderesses qui règlent.

5.5 Rejet des autres actions

- (1) À la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe de l'Ontario visé par l'Entente de règlement sera réputé consentir irrévocablement au rejet, sans frais, avec préjudice et sans réserve de droits, de ses autres actions contre les Parties quittancées, dans la mesure où ces autres actions sont liées à des réclamations ayant fait l'objet d'une quittance.
- (2) À la Date d'entrée en vigueur, toutes les autres actions intentées en Ontario par un Membre du groupe visé par l'entente, dans la mesure où ces autres actions se rapportent à des Réclamations quittancées, seront rejetées à l'encontre des Parties quittancées, sans frais, avec préjudice et sans réserve de droits.
- (3) À la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe du Québec visé par l'Entente, à l'exception de ceux qui sont réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, sera réputé consentir irrévocablement au rejet, sans frais et sans réserve, de ses autres actions contre les Parties quittancées, dans la mesure où ces autres actions sont liées aux réclamations ayant fait l'objet d'une quittance.

5.6 Condition essentielle

- (1) Les quittances, engagements, rejets et consentements envisagés dans la présente section seront considérés comme une condition essentielle de l'Entente de règlement et le fait que le tribunal de l'Ontario ou du Québec n'approuve pas les quittances, engagements, rejets et consentements envisagés dans la présente section donnera lieu à un droit de résiliation conformément à la sous-section 4.1 de l'Entente de règlement.

SECTION 6 – ORDONNANCE D'INTERDICTION, RENONCIATION À LA SOLIDARITÉ ET RÉSERVE D'AUTRES DEMANDES

6.1 Ontario – Ordonnance d'interdiction

- (1) Les Avocats du Groupe demanderont au tribunal de l'Ontario de rendre une ordonnance d'interdiction stipulant que, dans la mesure où de telles demandes sont reconnues en droit, toutes les demandes pour contribution, indemnisation ou autres réclamations en dommages, qu'elles soient formulées, non formulée ou formulée en qualité de représentant, y compris les intérêts, les taxes et les frais, relatifs aux Réclamations quittancées, qui ont été ou auraient pu être présentées dans le cadre des Procédures ou de toute autre Action, ou autrement, par tout co-

conspirateur nommé ou non nommé, qui est ou qui n'est pas une Partie quittancée, une Défenderesse qui règle ou toute autre personne ou partie contre une Partie quittancée, ou par une Partie quittancée contre tout co-conspirateur allégué nommé ou non qui n'est pas une Partie quittancée, une Défenderesse qui règle ou toute autre personne ou partie, sont irrecevables, prohibées et prescrites conformément aux termes de la présente section 6.1 (à moins qu'une telle réclamation ne soit faite à l'égard d'une réclamation par une personne qui s'est valablement exclue de la procédure).

6.2 Québec - Jugement confirmant la renonciation à la solidarité

(1) Les Avocats du groupe demanderont au tribunal du Québec de déclarer que le Demandeur du Québec et le Groupe du Québec ont renoncé au bénéfice de la solidarité. La déclaration obtenue prévoira ce qui suit :

- (a) le Demandeur du Québec et les Membres du Groupe du Québec visé par l'entente renoncent expressément au bénéfice de la solidarité contre toute autre personne ou partie qui n'est pas une Partie quittancée en ce qui concerne les faits, les actes ou toute autre conduite des Parties quittancées; et
- (b) toute demande en garantie ou toute autre réclamation ou jonction d'instance visant à obtenir des dommages-intérêts ou une indemnité de la part des Parties quittancées ou relativement aux Réclamations quittancées sera irrecevable et nulle dans le cadre de l'Action du Québec ou de toute autre Procédure intentée au Québec.

6.3 Réserve du droit de réclamation contre d'autres entités

(1) À l'exception de disposition contraire prévue à la présente Entente, la présente Entente de règlement ne règle, ne compromet, ne quitte ni ne limite de quelque manière que ce soit toute réclamation présentée par les Parties donnant quittance contre une personne autre qu'une Partie quittancée.

6.4 Condition essentielle

(1) Les Parties reconnaissent que les ordonnances d'interdiction, les renonciations, les renonciations à la solidarité et les réserves de droits envisagées dans la section 6 doivent être considérées comme une condition essentielle de l'Entente de règlement et que le défaut d'approbation par le tribunal de l'Ontario ou du Québec des ordonnances d'interdiction, des renonciations, des renonciations à la solidarité et des réserves de droits envisagés dans la présente section doit donner lieu à un droit de résiliation en vertu de la section 4.1 de l'Entente de règlement.

SECTION 7 - EFFET DU RÈGLEMENT

7.1 Aucune admission de responsabilité

(1) Les Demandeurs et les Parties quittancées réservent expressément tous leurs droits si

l'Entente de règlement n'est pas approuvée, si elle est résiliée ou si, elle ne prenait pas effet pour quelque raison que ce soit. De plus, que l'Entente de règlement soit finalement approuvée ou non, qu'elle soit résiliée ou qu'elle ne prenne pas effet pour quelque raison que ce soit, cette Entente de règlement et tout ce qu'elle contient, toutes les négociations, tous les documents, toutes les discussions et toutes les procédures associées, et toute action entreprise pour mettre en œuvre cette Entente de règlement, ne doivent pas être réputées, considérées, et ne doivent être interprétées comme une admission ou une preuve de toute violation d'une loi, ou d'une admission d'un acte répréhensible ou d'une responsabilité de la part des Parties quittancées, ou d'une preuve de la véracité de toute réclamation ou allégation contenue dans les Procédures, toute autre action ou tout autre acte de procédure déposée par les Demandeurs.

7.2 L'Entente ne constitue pas une preuve

(1) Les Parties conviennent que, la présente Entente de règlement et tout ce qu'elle contient, qu'elle soit ou non définitivement approuvée, résiliée ou qu'elle ne prenne pas effet pour quelque raison que ce soit, ainsi que l'ensemble des négociations, documents, discussions et procédures associés, et toute action entreprise pour mettre en œuvre la présente Entente de règlement, ne pourront être mentionnés, présentés en preuve ou reçus en preuve dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative en cours ou future, sauf dans le cadre d'une procédure visant à l'approbation et/ou d'exécution de la présente Entente de règlement, pour se défendre contre la revendication de Réclamations quittancées, si nécessaire dans le cadre d'une procédure en matière d'assurance, ou autrement requis par la loi.

7.3 Aucun autre recours

(1) Aucun Avocat du Groupe, ni aucune personne actuellement ou ultérieurement employée par celui-ci, ne peut directement ou indirectement participer ou être impliquée ou aider de quelque manière que ce soit, toute Personne dans le cadre de toute réclamation faite ou action entamée contre les Défenderesses qui règlent, en lien avec les Réclamations Quittancées ou qui en découle. En outre, les Avocats du Groupe ou toute personne actuellement ou ultérieurement employée par celui-ci, ne peuvent divulguer à quiconque, pour quelque raison que ce soit, toute information obtenue dans le cadre des Procédures ou de la négociation et de la préparation de cette Entente de Règlement, sauf dans la mesure où cette information était, est ou devient autrement publiquement disponible ou à moins qu'un tribunal n'ordonne de le faire.

(2) Au surplus, aucun Avocat du Groupe ni aucune personne actuellement ou ultérieurement employée par celui-ci, ne peut directement ou indirectement participer ou être impliqué ou aider de quelque manière que ce soit en ce qui concerne toute réclamation faite ou action intentée par toute personne contre les Défenderesses qui règlent qui se rapporte à ou découle de, l'achat, la vente, la tarification, l'escompte, la fabrication, la promotion, l'offre ou la distribution de roulements industriels, qu'ils soient achetés directement, indirectement ou autrement, y compris en tant que partie d'un produit industriel, en ce qui concerne tout contrat, association, complot ou conduite ayant eu lieu avant la date de signature; à l'exclusion de toute réclamation fondée sur la négligence, les dommages corporels, la rupture de contrat, le cautionnement, le défaut de livraison de marchandises perdues, de marchandises endommagées ou retardées, les produits

défectueux, la rupture de garantie, les valeurs mobilières ou toute autre réclamation similaire entre les parties concernant les roulements industriels (à moins que ces réclamations ne portent sur un comportement anticoncurrentiel ou des communications anticoncurrentielles entre concurrents).

(3) La section 7.3 (1) et (2) est sans effet dans la mesure où elle est incompatible avec les obligations des Avocats de la Colombie-Britannique en vertu de la règle 3.2-10 du *Code de déontologie* de la Colombie-Britannique.

SECTION 8 – AUTORISATION AUX FINS DE RÈGLEMENT UNIQUEMENT

(1) Les Parties conviennent que l'Action de l'Ontario sera certifiée en tant qu'action collective à l'encontre des Défenderesses qui règlent uniquement aux fins de règlement des Procédures et de l'approbation de la présente Entente de règlement par le Tribunal de l'Ontario.

(2) Les parties conviennent que la demande d'approbation des avis dans le cadre de l'Action du Québec prévoira la modification du Groupe et la Question commune afin de refléter la définition du Groupe et la Question commune pour l'Action du Québec, tels que définies à l'annexe A.

(3) Les Demandeurs conviennent que, dans les demandes pour la certification de l'Action de l'Ontario en tant qu'action collective aux fins de règlement, pour une ordonnance approuvant les avis et modifiant le Groupe et la Question commune autorisés dans l'Action du Québec, et pour l'approbation de cette Entente de règlement, la seule question commune qu'ils chercheront à définir est la Question commune et les seuls groupes qu'ils proposeront sont les Groupes de règlement. Les Parties conviennent que la certification de l'Action de l'Ontario et la modification du Groupe et de la Question commune dans l'Action du Québec à l'encontre des Défenderesses qui règlent dans le but de la mettre en œuvre de cette Entente ne dérogeront en rien aux droits des Demandeurs à l'encontre de toute autre personne ou partie, à l'exception de ce qui est expressément prévu dans la présente entente.

(4) Dans le cas où cette Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou ne prend pas effet pour quelque raison que ce soit, toute soumission ou participation en rapport avec cette Entente de règlement par les Défenderesses qui règlent sera considérée comme sans effet, les Défenderesses qui règlent réserveront tous leurs droits et défenses en termes de procédure, de compétences territoriales et juridictionnelles existantes, et cette Entente de règlement ou toute autre déclaration liée à l'entente ne pourra pas être citée à l'appui d'un argument à l'encontre des Parties quittancées.

SECTION 9 - AVIS AUX GROUPES

9.1 Avis requis

(1) Les Groupes visés proposés recevront un avis unique concernant : (i) la certification de l'Action de l'Ontario en tant qu'action collective contre les Défenderesses qui règlent aux fins

de règlement seulement et la modification du Groupe et de la Question commune en ce qui concerne l'Action du Québec; (ii) la ou les audiences au cours desquelles il sera demandé aux tribunaux de l'Ontario et du Québec d'approuver l'Entente de règlement; et (iii) si elles sont tenues en même temps que les audiences visant à approuver l'Entente de règlement, les audiences visant à approuver les honoraires des Avocats du groupe et les déboursés des Avocats du groupe.

(2) Si la présente Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou n'entre pas en vigueur, les groupes visés par la proposition de règlement seront avisés de cet événement.

9.2 Forme et diffusion des avis

(1) Les avis seront rédigés selon la forme convenue par les Parties et approuvée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec ou, si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur la forme des avis, sous une forme ordonnée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec.

(2) Les avis seront diffusés selon une méthode convenue par les Parties et approuvée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec ou, si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur une méthode de diffusion des avis, les avis sont diffusés selon une méthode ordonnée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec.

SECTION 10 - ADMINISTRATION ET MISE EN ŒUVRE

10.1 Modalités d'administration

(1) Sauf dans la mesure prévue par la présente Entente de règlement, les modalités de mise en œuvre et d'administration de la présente Entente de règlement seront déterminées par les tribunaux de l'Ontario et du Québec sur la base des demandes présentées par les Avocats du groupe.

10.2 Information et assistance

(1) Les Défenderesses qui règlent feront des efforts raisonnables pour fournir aux Avocats du Groupe une liste des noms et adresses (y compris toute adresse électronique pertinente) des Personnes au Canada qui ont acheté des roulements directement auprès des Défenderesses qui règlent pendant la Période visée et le Prix d'achat payé par chacune de ces Personnes pour ces achats, dans la mesure où cette information est raisonnablement disponible et dans la mesure où elle n'a pas déjà été fournie. Les Défenderesses qui règlent ne prétendent pas que de telles personnes existent, ou que les Défenderesses qui règlent ont, peuvent ou vont produire une telle liste, ou une liste précise ou complète, et il est entendu et convenu que le fait de ne pas produire une telle liste et/ou une liste précise ou complète ne constituera pas une violation ou une infraction à la présente Entente de règlement. Toute information de ce type doit être fournie au format Microsoft Excel, ou dans tout autre format convenu par les Avocats des Défenderesses qui règlent et les Avocats du Groupe.

(2) Les informations relatives au nom et à l'adresse requises par la section 10.2(1) seront

transmises aux Avocats du Groupe dans les soixante (60) jours suivant la Date de signature, mais au plus tard dix (10) jours après que les jugements requis par la section 2.2(1) aient été rendus, ou à une date mutuellement convenue par les Parties. Les informations sur le Prix d'achat requises par la section 10.2(1) doivent être remises aux Avocats du groupe dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'entrée en vigueur, ou à une date mutuellement convenue par les Parties.

(3) Les Avocats du Groupe peuvent utiliser les informations fournies en vertu de la section 10.2 (1) :

- (a) pour faciliter la diffusion des avis prévus à la section 9.1;
- (b) pour informer les personnes au Canada qui ont acheté des roulements directement auprès des Défenderesses qui règlent pendant la Période visée, de toute entente de règlement ultérieure conclue dans le cadre des Procédures, de toute audience d'approbation et de toute autre étape importante dans le cadre des Procédures; et
- (c) pour faciliter le processus d'administration des réclamations en ce qui concerne la présente Entente de règlement et tout autre entente de règlement conclue ou toute décision des tribunaux rendue dans le cadre des Procédures.

(4) Il est entendu et convenu que toutes les informations mises à disposition ou fournies par les Défenderesses qui règlent aux Demandeurs et aux Avocats du Groupe en vertu de la section 10.2(1) seront traitées comme hautement confidentielles et ne seront pas utilisées directement ou indirectement à d'autres fins que celles énumérées dans la section 10.2(3). Sous réserve de la section 10.2(5), les Demandeurs et les Avocats du Groupe conviennent qu'ils ne divulgueront pas les informations fournies par les Défenderesses qui règlent au-delà de ce qui est raisonnablement nécessaire aux fins énumérées dans la section 10.2(3) ou de ce qui est autrement requis par la loi. Sous réserve de ce qui précède, les Avocats du Groupe prendront des précautions raisonnables pour assurer et maintenir la confidentialité de ces informations.

(5) Toutes les informations fournies par les Défenderesses qui règlent conformément à la section 10.2(1) peuvent être divulguées à tout responsable des avis désigné par le tribunal et/ou à l'Administrateur des réclamations, dans la mesure où cela est raisonnablement nécessaire aux fins énumérées à la section 10.2(3). Tout responsable des avis désigné par le tribunal et/ou l'Administrateur des réclamations est lié par la section 10.2(4). Si cette Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou ne prend pas effet pour quelque raison que ce soit, toutes les informations fournies par les Défenderesses qui règlent conformément à la section 10.2(1) seront traitées conformément à la Section 4.2(1)(d) et aucune trace des informations ainsi fournies ne sera conservée par les Avocats du Groupe, tout responsable des avis nommés par le tribunal et/ou l'Administrateur des Réclamations, sous quelque forme que ce soit.

(6) Les Défenderesses qui règlent se rendront raisonnablement disponibles pour répondre aux questions concernant les informations fournies conformément à la section 10.2(1) par les Avocats du Groupe ou tout responsable des avis désigné par le tribunal et/ou l'Administrateur des réclamations. Les obligations des Défenderesses qui règlent de se rendre raisonnablement

disponibles pour répondre aux questions telles que spécifiées dans cette section ne seront pas affectées par les dispositions de quittances contenues dans la Section 5 de cette Entente de règlement. Sauf si cette Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou n'entre pas en vigueur pour quelque raison que ce soit, les obligations de coopération des Défenderesses qui règlent conformément à la présente section 10.2 prendront fin lorsque tous les fonds de règlement auront été distribués.

(7) Les Défenderesses qui règlent n'assument aucune responsabilité quant à l'exhaustivité ou à l'exactitude des informations fournies conformément à la présente section 10.2.

SECTION 11 - DISTRIBUTION DU MONTANT DE RÈGLEMENT ET DES INTÉRÊTS ACCUMULÉS

11.1 Protocole de distribution

(1) À un moment entièrement à la discrétion des Avocats du Groupe, mais sur avis aux Défenderesses qui règlent, les Avocats du Groupe présenteront des demandes pour obtenir des jugements des tribunaux de l'Ontario et du Québec approuvant le Protocole de distribution. Les demandes peuvent être présentées avant la Date d'entrée en vigueur, mais les jugements approuvant le Protocole de distribution seront conditionnels à l'entrée en vigueur de l'Entente de règlement.

(2) Le Protocole de distribution exigera des Membres du Groupe visé par l'Entente de règlement qui demandent une indemnisation qu'ils tiennent compte de toute indemnisation reçue dans le cadre d'autres procédures ou règlements privés en dehors du Groupe, à moins que ces procédures ou règlements privés en dehors du Groupe n'aient mené à une quittance complète de la réclamation du Membre du Groupe visé par l'Entente de règlement, auquel cas le Membre du Groupe visé par l'Entente de règlement sera considéré comme inadmissible à toute autre indemnisation.

(3) De plus, le Protocole de distribution doit traiter les résidents du Québec de la même manière que les résidents du reste du Canada et doit se conformer aux exigences de la loi québécoise, y compris en ce qui concerne les prélèvements du Fonds d'aide aux actions collectives et dans le cas de tout solde restant à attribuer à un ou plusieurs bénéficiaires à approuver par le tribunal de l'Ontario, la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives*, RLRQ, c. F-3.2.0.1.1, r.2 s'appliquera à la portion de tout solde restant, le cas échéant, attribuable aux Membres du Groupe du Québec.

11.2 Aucune responsabilité en matière d'administration ou de frais

(1) Sauf disposition contraire de la présente Entente de règlement, les Défenderesses qui règlent n'auront aucune obligation financière ou responsabilité quelle qu'elle soit en ce qui concerne l'Administration de l'Entente de règlement ou l'investissement, la distribution ou l'administration des fonds du Compte en fidéicommiss, y compris, mais sans s'y limiter, les frais d'administration.

SECTION 12 - HONORAIRES, DÉBOURS ET FRAIS D'ADMINISTRATION DES AVOCATS DU GROUPE DÉPENSES

12.1 Responsabilité quant aux frais, débours et taxes

(1) Les Défenderesses qui règlent ne seront pas responsables des honoraires des Avocats du groupe, des déboursés des Avocats du groupe ou des honoraires des avocats, experts, conseillers, agents ou représentants retenus par les Avocats du groupe, les Demandeurs ou les Membres du Groupe visé par l'Entente, des montants auxquels le Fonds d'aide aux actions collectives du Québec pourrait avoir droit, ou de tout privilège de toute personne sur tout paiement à tout Membre du Groupe visé par l'Entente à partir du Montant de règlement.

12.2 Responsabilité quant aux frais d'avis et de traduction

(1) Siskinds LLP paiera les coûts liés aux avis requis par la section 9 et tous les coûts de traduction requis par la section 13.11 à partir du Compte en fidéicommiss, au fur et à mesure qu'ils deviennent exigibles. Sous réserve de la section 4.3, les Parties quittancées ne seront pas responsables des coûts des avis ou de la traduction.

12.3 Approbation par le tribunal des honoraires et des débours des Avocats du Groupe

(1) Les Avocats du Groupe peuvent demander l'approbation des tribunaux de l'Ontario et du Québec pour payer les Honoraires et les débours des Avocats du Groupe en même temps qu'ils demandent l'approbation de cette Entente de règlement. Les Honoraires et les débours des Avocats du Groupe seront remboursés et payés uniquement à partir du Compte en fidéicommiss après la Date d'entrée en vigueur. À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, les frais d'administration ne peuvent être payés qu'à partir du Compte en fidéicommiss après la Date d'entrée en vigueur. Aucuns autres Honoraires et Débours des Avocats du Groupe ne sera payé à partir du Compte en fidéicommiss avant la Date d'entrée en vigueur.

SECTION 13 – DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Demandes pour obtention de directives

(1) Les Avocats du Groupe ou les Défenderesses qui règlent peuvent demander aux Tribunaux de l'Ontario et du Québec, au besoin, des directives concernant l'interprétation, la mise en œuvre et l'administration de la présente Entente de règlement. À moins que les tribunaux n'en décident autrement, les demandes de directives qui ne sont pas liées à des questions affectant spécifiquement l'Action de la Colombie-Britannique ou l'Action du Québec seront déterminées par le tribunal de l'Ontario.

(2) Toutes les demandes découlant de la présente Entente de règlement sont notifiées aux Parties, à l'exception des demandes portant uniquement sur la mise en œuvre et l'administration du Protocole de distribution.

13.2 Titres, etc.

- (1) Dans la présente Entente de règlement :
 - (a) la division de l'Entente de règlement en sections et l'insertion de titres ne visent qu'à faciliter la consultation et n'ont aucune incidence sur la construction ou l'interprétation de l'Entente de règlement; et
 - (b) les termes « la présente entente de règlement », « la présente », « en vertu de la présente », « dans la présente » et autres expressions similaires se réfèrent à la présente Entente de règlement et non à une section particulière ou à une autre clause de la présente Entente de règlement.

13.3 Calcul des délais

- (1) Aux fins du calcul des délais dans la présente Entente de règlement, sauf si une intention contraire est manifeste,
 - (a) lorsqu'il est fait référence à un nombre de jours entre deux événements, le nombre de jours est compté en excluant le jour où le premier événement se produit et en incluant le jour où le second événement se produit, y compris tous les jours civils; et
 - (b) seulement dans le cas où le délai pour accomplir un acte expire un jour férié, tel que défini dans les *Règles de procédure civile*, RRO 1990, Règlement 194, l'acte peut être accompli le jour suivant qui n'est pas un jour férié.

13.4 Compétence continue

- (1) Chacun des tribunaux conserve la compétence exclusive sur l'instance introduite dans sa juridiction, ainsi que sur les Parties et les Honoraires des Avocats du groupe dans le cadre de cette instance. Nonobstant ce qui précède, le Tribunal de l'Ontario a compétence pour approuver les Honoraires et les débours des Avocats du groupe pour les avocats de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.
- (2) Aucune partie ne peut demander à un tribunal de rendre jugement ou de donner des directives concernant une question de compétence partagée, à moins que ce jugement ou ces directives ne soient subordonnés à un jugement ou à des directives complémentaires rendus ou donnés par le(s) autre(s) tribunal(aux) avec le(s)quel(s) elle partage la compétence sur cette question.
- (3) Nonobstant les sections 13.4(1) et 13.4(2), le Tribunal de l'Ontario sera compétent pour la mise en œuvre, l'administration, l'interprétation et l'exécution des modalités de la présente Entente de règlement, et les Demandeurs, les Membres du Groupe visé par l'Entente et les Défenderesses qui règlent reconnaissent la compétence du tribunal de l'Ontario à ces fins. Les questions relatives à l'administration de la présente Entente de règlement, du compte en

fidéicommiss et les autres questions qui ne sont pas spécifiquement liées à l'Action de la Colombie-Britannique ou à l'Action du Québec seront déterminées par le tribunal de l'Ontario.

13.5 Droit applicable

(1) Sous réserve de la section 13.5(2), la présente Entente de règlement est régie par les lois de la province de l'Ontario et les lois du Canada qui s'y appliquent.

(2) Nonobstant la section 13.5(1), pour les questions concernant spécifiquement l'Action de la Colombie-Britannique ou l'Action du Québec, le tribunal de la Colombie-Britannique et le tribunal du Québec, selon le cas, applique le droit de sa propre juridiction et le droit du Canada qui y est applicable.

13.6 Intégralité de l'Entente

(1) La présente Entente de règlement constitue l'entente intégrale entre les Parties et remplace toutes les ententes, engagements, négociations, représentations, promesses, conventions, ententes de principe et protocoles d'ententes antérieurs et contemporains en rapport avec la présente. Aucune des parties ne sera liée par des obligations, conditions ou déclarations antérieures concernant l'objet de la présente Entente de règlement, à moins qu'elles ne soient expressément intégrées dans la présente Entente de règlement.

13.7 Modifications

(1) La présente Entente de règlement ne peut être modifiée ou amendée que par écrit et avec le consentement de toutes les Parties, et toute modification ou amendement doit être approuvé par le tribunal compétent pour trancher la question sur laquelle cette modification se rapporte.

13.8 Effet contraignant

(1) La présente Entente de règlement lie les Demandeurs, les Membres du Groupe visé par l'Entente, les Défenderesses qui règlent, les Parties quittancées, les Parties donnant quittance ainsi que tous leurs successeurs et ayants droit, et s'applique à leur bénéfice. Sans limiter la généralité de ce qui précède, chacun des engagements et des ententes pris par les Demandeurs dans le cadre des présentes lie toutes les Parties donnant quittance et chacun des engagements et des ententes pris par les Défenderesses qui règlent, lie toutes les Parties quittancées.

13.9 Exemplaires

(1) La présente Entente de règlement peut être signée en plusieurs exemplaires, qui seront tous considérés comme constituant une seule et même Entente, et une signature transmise par télécopieur ou une signature électronique sera considérée comme une signature originale aux fins de l'exécution de la présente Entente de règlement.

13.10 Entente négociée

(1) La présente Entente de règlement a fait l'objet de négociations et de discussions entre les soussignés, qui ont tous été représentés et conseillés par des avocats compétents, de sorte que toute loi, jurisprudence ou règle d'interprétation qui ferait ou pourrait faire en sorte qu'une disposition soit interprétée à l'encontre de la Partie l'ayant rédigée n'aura aucune incidence et aucun effet. Les parties conviennent également que les dispositions contenues ou non dans les versions précédentes de la présente Entente de règlement, ou toute entente de principe, n'auront aucune incidence sur la bonne interprétation de la présente Entente de règlement.

13.11 Langue de rédaction

(1) Les parties reconnaissent avoir demandé que la présente Entente de règlement et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Néanmoins, si un tribunal l'exige, les Avocats du Groupe et/ou un cabinet de traduction choisi par les Avocats du Groupe prépareront une traduction française de l'Entente de règlement, dont le coût sera payé à même les montants prévus à l'Entente de règlement. En cas de litige quant à l'interprétation ou l'application de la présente Entente de règlement, la version anglaise prévaut.

13.12 Transaction

(1) La présente Entente de règlement constitue une transaction au sens des articles 2631 et suivants du *Code civil du Québec*, et les Parties renoncent par les présentes à toute erreur de fait, de droit et/ou de calcul.

13.13 Préambule

(1) Le préambule de la présente Entente de règlement est exact et fait partie intégrante de l'Entente de règlement.

13.14 Annexes

(1) Les Annexes jointes à la présente font partie de la présente Entente de règlement.

13.15 Reconnaissances

(1) Chacune des Parties affirme et reconnaît par les présentes ce qui suit :

- (a) qu'elle ou son représentant autorisé à engager sa responsabilité en ce qui concerne les éléments visés dans la présente a lu et compris la présente Entente de règlement;
- (b) son avocat lui a expliqué, ou a expliqué à son représentant autorisé, les modalités de cette Entente de règlement;
- (c) qu'elle ou son représentant autorisé comprend pleinement chacune des modalités

de la présente Entente de règlement et ses effets;

- (d) aucune partie ne s'est fondée sur une quelconque déclaration, représentation ou incitation (qu'elle soit matérielle, fausse, faite par négligence ou autrement) de la part d'une autre partie, au-delà des modalités de l'Entente de règlement, pour décider de signer la présente Entente de règlement.

13.16 Signataires autorisés

- (1) Chacun des soussignés déclare qu'il ou elle est pleinement autorisé(e) à conclure et à signer les termes et conditions de cette Entente de règlement et à la signer au nom des Parties identifiées au-dessus de leurs signatures et de leurs cabinets d'avocats respectifs.

13.17 Avis

- (1) Lorsque la présente Entente de règlement exige qu'une partie fournisse un avis ou toute autre communication ou document à une autre Partie, cet avis, cette communication ou ce document doit être fourni par courriel, par télécopieur ou par messenger dès le lendemain aux représentants de la Partie à laquelle l'avis est fourni, tels qu'ils sont identifiés ci-dessous :

Pour les Demandeurs et les Avocats du Groupe :

Charles M. Wright et Linda Visser
SISKINDS LLP
Barristers and Solicitors
275 Dundas Street, Unit 1
London, ON N6B 3L1
Tel : 519.672.2121
Fax : 519.672.6065
Courriel :
charles.wright@siskinds.com
linda.visser@siskinds.com

David Jones
CAMP FIORANTE MATTHEWS
MOGERMAN LLP
4th Floor, 856 Homer St.
Vancouver, C-B V6B 2W5
Tel : 604.689.7555
Fax : 604.689.7554
Courriel : djones@cfmlawyers.ca

David Sterns et Jean Marc Leclerc
SOTOS LLP
Barristers et Solicitors
180 Dundas Street West, Suite 1250
Toronto, ON M5G 1Z8
Tél : 416.977.0007
Fax : 416.977.0717
Courriel :
dsterns@sotosllp.com
jleclerc@sotosllp.com

Karim Diallo
SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.
Les promenades du Vieux-Québec
43 rue Buade, bureau 320
Québec, QC GIR 4A2
Tél : 418.694.2009
Fax : 418.694.0281
Courriel : karim.diallo@siskinds.com

Pour les Défenderesses qui règlent :

Paul Martin
 Fasken Martineau DuMoulin
 LLP Bay Adelaide Centre
 333 Bay Street, Suite
 2400 Toronto, ON
 M5H 2T6
 Tel : 416.865.4439
 Fax : 416.364-7813
 Courriel : pmartin@fasken.com

13.18 Date de signature

(1) Les parties ont signé la présente Entente de règlement à la date indiquée sur la page de couverture.

FADY SAMAHA en son nom et au nom des Membres du Groupe de l'Ontario qu'il propose de représenter, par le biais de ses avocats

Nom du signataire autorisé : Linda Visser
 Signature du signataire autorisé : *Linda Visser (s)*
 Siskinds LLP
 Avocats du Groupe de l'Ontario

GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD. et 5045320 ONTARIO LTD. en leur nom et au nom des Membres du Groupe de l'Ontario qu'ils proposent de représenter, par le biais de ses avocats

Nom du signataire autorisé : Jean-Marc Leclerc
 Signature du signataire autorisé : *Jean-Marc Leclerc (s)*
 Sotos LLP
 Avocats du Groupe de l'Ontario

DARREN EWERT en son nom, par le biais de ses avocats

Nom du signataire autorisé : Michele Segal
 Signature du signataire autorisé : *Michele Segal (s)*
 Camp Fiorante Matthews Mogerma LLP
 Avocats du Groupe de la Colombie-Britannique

SERGE ASSELIN en son nom et au nom des Membres du Groupe du Québec qu'il représente

Nom du signataire autorisé : Serge Asselin
 Signature du signataire autorisé : *Serge Asselin (s)*

AB SKF, SKF USA INC, SKF CANADA LIMITED et SKF GMBH, par le biais de leurs avocats

Nom du signataire autorisé :

Paul J. Martin

Signature du signataire autorisé :

Paul J. Martin (s)

Fasken Martineau DuMoulin LLP

Avocats des Défenderesses qui règlent

DRAFT - NON-OFFICIAL TRANSLATION

**C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC**

(Chambre des actions collectives)
COUR SUPÉRIEURE

NO : 200-06-000159-130

SERGE ASSELIN
Demandeur

c.

AB SKF
et
SKF USA, INC.
et
SKF Canda Limited
et
ALS.
Défenderesses
et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
Mis en cause

PIÈCE RP-1 MODIFIÉE

BB-6852 **Casier 15**
Me Karim Diallo **N/D : 67-125**

SISKINDS DESMEULES | Avocats s.e.n.c.r.l.
43, rue de Buade, bureau 320, Québec (Québec) G1R 4A2
TÉLÉPHONE 418-694-2009 (Sans frais 1-877-735-3842)
TÉLÉCOPIEUR 418-694-0281
NOTIFICATION notification@siskinds.com

SISKINDS.com/qc